

# BULLETIN INTÉRIEUR

SECRÉTARIAT INTERNATIONAL

SEPTEMBRE 1946

VOLUME 1. — N° 7.

Prix: 10 frs fr. — 5 fr. belges

## SOMMAIRE

- I. — Résolutions adoptées à la Conférence espagnole de juin 1946.
  - 1) Sur le gouvernement Giral.
  - 2) Sur le mot d'ordre de la République.
  - 3) Sur le mot d'ordre de l'Assemblée Constituante.
- II. — Résolution minoritaire,  
présentée par les camarades Roura, Polo et Herrero.
- III. — Sur la question de l'U.R.S.S.
  - 1) La défense de l'U.R.S.S. dans la période présente, par Roura.
  - 2) Sur la défense de l'U.R.S.S., par Rodas (texte adopté par la Conférence).
  - 3) Défense inconditionnelle de l'U.R.S.S., par Palmiro.
- IV. — 1) La crise du régime franquiste et les tâches des communistes-internationalistes.  
Amendements au document : La crise du régime (voir plus haut), par G. Munis.

Le présent bulletin contient les textes qui furent discutés à la Conférence de la Section espagnole, qui s'est tenue en juin 1946, textes relatifs aux problèmes espagnols et à la question de l'U.R.S.S. Nous y ajoutons également un texte du camarade Munis, critiquant une résolution adoptée par le C.C. de la Section espagnole en décembre 1945.

## Résolutions adoptées par la Conférence espagnole de Juin 1946

### (I) Sur le gouvernement Giral et notre attitude à son égard

Le « gouvernement » Giral est une formation à nature front-populaire dont la mission dans la lutte contre Franco est d'éviter que l'action des masses ne dépasse le cadre de l'État bourgeois.

Propriété et « ordre », tel est le slogan central de ce gouvernement dans lequel la bourgeoisie mondiale voit un instrument docile et susceptible de remplacer Franco au cas où, appréciant la profondeur de la crise du régime franquiste ainsi que les dangers qui résulteraient de la prolon-

gation du pouvoir de Franco, elle serait contrainte de se passer des services du Caudillo.

Son but, qui est de rétablir la République du 14 avril, avec ce que cela comporte de condamnation explicite de l'esprit et des réalisations prolétariennes du 19 juillet, marque une délimitation très nette entre le gouvernement Giral et les aspirations et les intérêts des masses travailleuses.

Son opposition à ce que la Junte de Libération en France — quoique cet organisme soit apparenté au gouvernement

→ ≠ Giral → front pop → <sup>caractère de classe</sup> <sup>cadre de l'parti franquiste républicain bourgeois</sup> <sup>coup militaire</sup>  
 → P.U. frappe ensemble, vouloir séparément = <sup>alliance inexistante</sup> | <sup>unitaire</sup>

Giral, elle le manifeste dans son attitude aussi opposée à la présence de tout organisme ou forme de lutte antifranquiste n'obéissant pas aux directives de ce gouvernement, montre bien clairement que l'antifranquisme du gouvernement Giral se trouve dominé par la panique de voir un débordement révolutionnaire des masses se reproduire dans la lutte contre Franco.

L'apparition de ce « gouvernement » dans l'arène politique — gouvernement toujours inopérant dans la lutte effective contre Franco — est due, d'une part, à la politique capitulante des directions ouvrières traditionnelles, orientées le dos tourné à la perspective révolutionnaire en Europe et dans le monde entier, et, d'autre part, à l'état d'esprit des masses qui subissent directement en Espagne la répression du régime franquiste et la misère sous ce régime. Le gouvernement Giral trouve un support relatif dans l'anxiété du peuple espagnol et son désir de sortir de sa situation tragique « n'importe comment ». Au fur et à mesure que s'accroît l'exaspération des masses qui ne disposent pas d'un parti révolutionnaire et que les capitulations des leaders réformistes, staliniens et anarcho-syndicalistes persistent, le gouvernement Giral, au service des grandes puissances pseudo-démocratiques, fixe les jalons de sa politique antifranquiste. Antifranquiste mais contre-révolutionnaire.

La préoccupation du gouvernement Giral, et les moyens financiers qu'il met en œuvre pour réorganiser les formations armées (police, garde d'assaut, corps d'officiers, etc.) de son futur ainsi qu'hypothétique Etat républicain, font contraste avec les moyens faibles, sinon nuls qu'il emploie pour abattre l'Etat franquiste. Le gouvernement Giral songe plus à assurer pour demain « l'ordre » en Espagne qu'à mettre fin aujourd'hui à « l'ordre » de Franco.

Ainsi, le rôle que joue l'équipe giraldienne dans la crise espagnole est définitivement établi.

Les communistes internationalistes ne peuvent donner aucun appui à la politique d'un tel gouvernement, ils ne

peuvent pas ne pas dénoncer à la classe ouvrière le danger que comporte le fait de confier aux chefs républicains — chefs sans masse — la direction de la lutte contre le régime franquiste, cette lutte allant de pair avec la lutte pour la destruction des forces économiques et sociales de la société bourgeoise.

Or, s'il est certain que pendant la guerre civile espagnole les révolutionnaires n'ont pas fait relâche dans la lutte militaire contre les forces de Franco, même sachant que la conduite de la guerre aux mains des Azana, des Giral, des Prieto et des Negrin menait à la défaite, aujourd'hui encore, nous communistes internationalistes (sans renoncer pour cela à aucun des postulats politiques basés sur le principe de l'indépendance de classe du prolétariat, sans renoncer non plus à aucun des mots d'ordre de notre programme d'action pour l'étape présente), nous ne nous refuserons pas à apporter notre contribution de combat à n'importe quelle action militaire que le gouvernement Giral serait décidé à mener contre le régime de Franco.

Une action commune avec les éléments républicains et les autres opposés à Franco pour frapper ensemble est possible à condition que ces alliés de circonstance puissent marcher séparément vers les buts finaux.

Par contre, « l'action commune » sous l'égide du front populaire, dont le programme conduit toute lutte antifranquiste à ligoter les intérêts du prolétariat et à consolider le régime bourgeois, cette action politique est repoussée par les communistes internationalistes. Elle doit l'être aussi par tous les ouvriers révolutionnaires.

15 mai 1946.

**Note :** Une discussion ayant été engagée sur le texte ci-dessus pour ce qui se rapporte à l'action militaire que le gouvernement Giral serait disposé à mener contre le régime franquiste, la Conférence, à la majorité des voix, a rejeté une telle éventualité « parce que gouvernement craignant la lutte effective contre Franco ».

## (II) Sur le mot d'ordre de la République

En 1931, les masses espagnoles abattaient le règne d'une monarchie qui pendant des siècles avait maintenu le pays dans un état de misère et d'oppression semi-féodale.

Sur le terrain des modifications économiques, le changement de forme du gouvernement ne comporta aucune atteinte à la structure capitaliste de l'Etat, le président Zamora apparut comme le successeur d'Alphonse XIII dans la défense des privilèges des classes dominantes. Cependant, le passage de la monarchie à la république signifia pour les masses l'ouverture d'une période remplie de promesses et le début de son émancipation : peut-être avaient-elles identifié ces deux idées distinctes : République et émancipation prolétarienne. → <sup>Monarchie / mots d'ordre de gauche</sup>

Un parti se proclamant révolutionnaire ne pouvait pas combattre les illusions démocratiques des masses par des formules générales et des mots d'ordre détachés de la situation tels que : « A bas la République, tout le pouvoir aux Soviets » (soviets qui n'existaient point, comme le parti communiste le criait à la veille de liquider son ultragauchisme de la « troisième période »).

Ces illusions ne pouvaient être détruites qu'en partant de l'expérience des masses elles-mêmes. La mission d'un parti révolutionnaire était donc de dénoncer, certes, la nature bourgeoise de la II<sup>e</sup> République, mais en participant aux événements auprès des masses, pour les aider à réaliser leur expérience le plus rapidement possible et les faire progresser vers les buts de la révolution prolétarienne. Comment y parvenir ? En se servant de toute une série de mots d'ordre démocratiques qui auraient permis d'une part, de mobiliser des couches chaque fois plus larges, et, d'autre part, de rendre évidentes aux masses et l'impuissance et la couardise des républicains dans la solution des problèmes les plus brûlants formellement inscrits dans les tâches de la République qui venait d'être proclamée.

« Agir de façon que les masses prennent conscience de la nécessité d'une République ouvrière, les arracher à l'influence des républicains qui, le moment venu, sacrifieront ses principes démocratiques au profit des classes possédantes » — telles étaient les deux idées maîtresses de la politique de l'opposition de gauche. Dans cette politique s'inscrivait son mot d'ordre de 1932 : « Les socialistes au pouvoir » — c'est-à-dire : rupture de la coalition républicaine-socialiste. → **ROMPEZ !**

L'incompatibilité entre les intérêts de la classe ouvrière et ceux de la République — même de la République la plus « avancée », celle de la coalition — ne se fit pas attendre longtemps. Les incendies de convents en mai 1931 constituent la première manifestation violente de cette incompatibilité qui devait par la suite se révéler avec plus d'acuité : grève des paysans en 1932, octobre 1934, période allant des élections de février 1936 au soulèvement militaire phalangiste, enfin, le 19 juillet, moment où la République essaie de sauver la situation en temporisant avec les généraux de Franco.

L'expérience de la République a été faite jusqu'au bout pour les masses espagnoles. Jusqu'à tel point que ce qui les a menées à la défaite dans la guerre civile fut la République même, ressuscitée des débris de juillet.

Le nom de « République » (la République que les masses ont vécue et non pas une République abstraite) a pour les masses espagnoles un contenu précis se rapportant à une expérience réelle et accomplie comportant des illusions déçues. En 1931, la République était une équation qui devait se résoudre par la lutte de classes. En 1934, la République est pour les masses une quantité concrète, un numéro exact indiquant l'impossibilité pour elles de satisfaire leurs aspirations légitimes dans le cadre de cette République-là que les masses ont vécue. Et non pas d'une autre.

≠ Monarchie → Mots d'ordre démocratiques → République.

C'est une affirmation gratuite, c'est une affirmation ne se basant sur aucune analyse sérieuse (1), que de dire que la République (laquelle ?) a pour les masses un tout autre sens, un tout autre contenu que celui que les personnages du 14 avril et les masses même avaient accordé à la République en 1931.

La vérité c'est que le nom de République ne s'identifie point dans la conscience des masses avec la République ouvrière, mais avec la République pure et simple, celle du 14 avril, la République bourgeoise et parlementaire.

Par contre, tout ce qui a trait à leurs intérêts de classe est identifié chez elles avec le 19 juillet, c'est-à-dire une situation caractérisée par la banqueroute et le dépassement de la République.

Certes, la classe ouvrière espagnole n'a pas tiré de son expérience toutes les leçons politiques et tactiques nécessaires ; le poids d'appareils bureaucratiques y est pour beaucoup. Mais si les masses étaient capables de tirer par elles-mêmes les leçons révolutionnaires de leur expérience, il n'y aurait besoin d'aucun parti révolutionnaire. D'autre part, si les masses étaient condamnées à ne pas assimiler une partie tout au moins de leurs luttes, la nécessité du parti révolutionnaire ne se ferait pas non plus sentir, ce parti prêcherait dans le désert.

Une autre erreur théorique couvrant une conception évolutive et en ligne droite de la perspective révolutionnaire, c'est d'affirmer que la lutte pour la révolution prolétarienne passe par la lutte pour une République « qui ne répète pas les erreurs de 1931 ». Ces conseils moraux donnés aux masses n'ont aucune valeur, si l'on ne précise pas le contenu de classe de la République que les masses doivent instaurer (2).

31

La République du 14 avril, parce que bourgeoise, parce que dans l'étape actuelle de décomposition organique du capitalisme, était incapable de résoudre les problèmes dont la solution est du ressort du prolétariat (révolution permanente) ; La République du 14 avril n'a pas commis d'erreur avec la classe travaillaise. Bien qu'empiriquement, avec des sursauts, elle a suivi la ligne de classe qu'elle s'était fixée. Les organisations centristes du style POUM ont toujours été inclinées à charger sur le dos de ladite République un sac contenant des « erreurs » dont la République aurait parait-il, pu se débarrasser si... Ainsi ces organisations centristes ne font que minimiser les responsabilités des éléments républicains et revaloriser par là ces derniers. Cette revalorisation s'exprime aujourd'hui dans leur attitude bienveillante à l'égard du gouvernement Giral ainsi que dans leur participation à des organismes de front populaire. Les B.L. ne peuvent pas et ne doivent pas risquer de se confondre avec eux en donnant une caractérisation fautive de la République d'avril et une analyse erronée de l'expérience républicaine.

La lutte contre le régime franquiste ne passe pas nécessairement par l'établissement de la République — République dont le souvenir pour les masses reste lié à une période où les défaites dépassèrent de beaucoup l'actif de certaines conquêtes — mais elle passe par la mobilisation autour de mots d'ordre concernant les intérêts des masses laborieuses et pouvant dépasser la République. Loin d'être une étape nécessaire au processus révolutionnaire, la République constitue aujourd'hui un marais vers lequel les leaders républicains aidés par les socialistes, les stalinien et autres réformistes, drainent les eaux pour les y faire stagner.

Le mot d'ordre République, comme mot d'ordre démocratique, pourrait avoir une valeur et sa nécessité se ferait sentir dans le cas d'un danger ou d'une menace certaine de restauration monarchiste. En dehors de cela et à l'heure présente, le mot d'ordre de République, s'il n'est pas accompagné du qualificatif « ouvrière » par opposition à la République parlementaire et de front populaire, ne peut qu'induire les travailleurs en erreur, leur faire revivre des illusions qui ont subi déjà l'épreuve des événements, les faire rétrograder jusqu'à un état d'esprit éloigné du 19 juillet.

Si dans les pays (Italie, Belgique) où la monarchie se maintient toujours au milieu d'une crise d'un degré plus ou moins grand, le mot d'ordre de République constitue un précieux levier pour l'agitation révolutionnaire (les masses établissent une relation de cause à effet entre la monarchie et leurs misères), en Espagne, par contre, le mot d'ordre de République, dans l'étape présente, n'ajoute rien à la mobilisation des masses contre Franco. Ce serait faire une application mécanique du mot d'ordre en question que de transférer à l'Espagne un mot d'ordre (et pas seulement le mot d'ordre, mais l'établissement même de la République) préconisé par nous en Italie et en Belgique où les masses veulent terrasser la dynastie qui les opprime depuis longtemps.

En effet, il ne faut pas opposer à la République l'idée abstraite de la révolution prolétarienne (3). Mais il ne faut pas non plus opposer à l'idée de la révolution prolétarienne si abstraite soit-elle des idées « concrètes » telles que l'établissement de la République qui peut désorienter les masses et donner à celles-ci l'idée que la lutte pour la République, c'est une condition sine qua non de la révolution prolétarienne. Surtout lorsqu'un passé tout à fait récent leur en a donné la preuve contraire.

L'idée de révolution prolétarienne n'a rien d'abstrait en soi. Son abstraction peut uniquement venir de la part d'une avant-garde qui ne serait pas capable d'apprécier correctement une situation concrète.

Ni les conditions actuelles, ni le degré actuel de conscience de classes des masses ouvrières d'Espagne (4), ni aucune autre considération tactique ne conseille aujourd'hui aux communistes internationalistes de mettre en avant le mot d'ordre de République en le présentant comme un pont vers la révolution prolétarienne (5). Toujours prompts à nous mettre à la tête du combat contre le danger d'une restauration monarchiste, nous, communistes internationalistes, devons montrer aux travailleurs — en nous appuyant sur les expériences contemporaines de l'Europe et de l'expérience passée en Espagne — que seule une République soviétique peut leur apporter la solution réelle à leurs aspirations et les faire sortir de leur condition d'exploités.

Cette campagne propagandiste n'est pas du domaine de ceux qui se limitent à la répétition mécanique de vérités éternelles. C'est une campagne imposée par la nécessité de donner au prolétariat espagnol une orientation qui puisse l'abriter des trahisons et des embuscades contre-révolutionnaires.

(1) Voir le texte des camarades Roura, Herrero, Polo.

(2) Du texte présenté par les camarades Roura, Herrero, Polo, apparaît en dernière analyse que la République qu'ils préconisent, c'est une République pro-soviétique, ou tout au moins ouvrière. Cependant, l'absence d'une telle conclusion qui se trouve impliquée dans plusieurs paragraphes du texte, montre clairement que nos camarades n'ont pas eu le courage de couper le cordon ombilical qui les tient attachés à la République du 14 avril « sans erreurs ».

(3) Voir texte déjà cité.

(4) Voir texte cité.

(5) *Ib.*

### (III) Sur le mot d'ordre de l'Assemblée Constituante

En septembre 1945, notre Bureau politique a adressé au prolétariat espagnol un manifeste pour lutter contre Franco sous la direction d'un organisme de classe : l'Alliance ouvrière. Le manifeste établit 15 mots d'ordre (1) de revendications démocratiques et transitoires qui devaient être à

la base d'un programme d'action dans la lutte antifranquiste

La convocation de l'Assemblée constituante ne fut pas incorporée au programme d'action proprement dit, elle fut seulement mentionnée dans la partie générale (d'analyse)

du manifeste. On présentait l'Assemblée uniquement comme une alternative, c'est-à-dire opposée à une résurrection du parlement issu des élections de front populaire de 1936. Mais en tous cas, le mot d'ordre d'Assemblée constituante était présenté comme un moyen pour mobiliser les masses contre les calculs des républicains décidés à résoudre la crise espagnole sans consulter les masses (2).

La discussion dans notre groupe partit du point de considérer si le mot d'ordre était juste ou non au moment où il fut préconisé, elle se poursuivit sur un terrain plus large, c'est-à-dire ayant pour but de préciser si le mot d'ordre correspond ou non à la situation présente; donc s'il est nécessaire de le mettre en avant.



Les thèses de notre Conférence de mai signalent à juste titre, que le mot d'ordre d'Assemblée constituante était une arme à double tranchant. Par là on faisait entendre que la convocation de la Constituante pouvait être autant un facteur progressif qu'un facteur régressif par rapport à la situation en vue.

Dans certains cas, le boycott des élections constituanes, c'est-à-dire de la « consultation du peuple » peut représenter un levier révolutionnaire et devenir décisif dans le dénouement de la crise. Dans d'autres cas, le boycott peut signifier un danger ultragauchiste et déterminer un recul général de la situation révolutionnaire. Et inversement: la participation peut apparaître comme une soupape de sûreté à la crise, ou bien accélérer le processus de décomposition du régime en donnant ainsi une impulsion révolutionnaire à la situation.

Parmi tous les mots d'ordre de notre Programme transitoire, celui d'Assemblée constituante est le plus aléatoire, il exige de notre part une attention spéciale dans son application. L'abandonner, le reprendre, l'abandonner de nouveau et de nouveau le mettre en avant, c'est une question de semaines peut-être, même de jours. Mot d'ordre essentiellement d'agitation, il change de signe (« pour » ou « contre ») avec les changements brusques des événements.

Or, s'il est certain que la valeur de ce mot d'ordre découle de la situation en présence et du rapport des forces, il n'est pas moins certain qu'un parti révolutionnaire ne peut dans aucun cas négliger les expériences faites par les masses, ou faire table rase, à moins de tomber dans une politique empirique.

Et table rase en a été faite dans notre manifeste de septembre - et l'on continue aujourd'hui - en préconisant l'Assemblée constituante dont la nécessité ne se fait pas sentir dans l'étape présente. Préconiser aujourd'hui une telle Assemblée et surtout la présenter comme le « couronnement révolutionnaire des masses (3) » c'est une partement des illusions démocratiques parmi les travailleurs et, d'autre part, accorder à l'Assemblée une catégorie suprême révolutionnaire (couronnement), quand ce qui est plus sûr, c'est que le mot d'ordre de la Constituante et la Constituante elle-même ne sont point à l'abri de se transformer en un « couronnement » contre-révolutionnaire. Ce peut, dès le début, être un piège posé pour détourner l'action des masses.

Les masses espagnoles n'ont pas effacé de leur mémoire l'expérience des Constituanes du 31, moins encore celle du 19 juillet.

Certes, il serait erroné d'affirmer a priori qu'elles vont repartir dans leur offensive, du stade où la lutte était en juillet-août. Les prophéties ne s'accordent pas avec la politique révolutionnaire, bien que celle-ci ait toujours besoin d'établir des pronostics si elle ne veut pas se débattre dans des conjonctures ni se laisser surprendre par les

événements. Mais il ne serait pas moins erroné d'affirmer avec la même certitude prophétique que la situation au lendemain de la chute du régime franquiste devra nécessairement rétrograder jusqu'à des situations semblables à la situation antérieure au 19 juillet, concrètement: à une Assemblée constituante style 1931 « sans les erreurs de 31 » (4).

En parlant:

a) de la caractéristique marxiste que nous avons donnée de la situation espagnole dans nos thèses de mai (impossibilité pour la bourgeoisie d'accomplir les tâches de la révolution démocratique bourgeoise et par là impossibilité d'accorder aux masses une satisfaction réelle à leurs aspirations);

b) des expériences encore fraîches du prolétariat espagnol: il ne serait pas hasardeux d'affirmer que dès les débuts, malgré la complexité de la situation, les masses s'attaqueront à la solution révolutionnaire des problèmes dans la voie socialiste.

Préconiser dès maintenant l'Assemblée constituante ce n'est pas mobiliser les masses, c'est les enchaîner dans le parlementarisme.

Les « erreurs » de 1931 d'une nouvelle Constituante, ne peuvent être évitées que si l'on évite que la classe ouvrière espagnole soit imprégnée d'illusions parlementaires.

Ne pas savoir éviter cela, voilà ce qui serait une erreur de notre part.

15 mai 1955

(1) Les voles: 1° Rupture des organisations ouvrières avec les partis bourgeois; 2° Contre toute solution genre Badoglio ou monarchiste. Contre tout gouvernement d'union nationale, qui représente l'union avec l'ennemi; 3° Pour la formation d'un gouvernement qui affirme et développe l'alliance des travailleurs de l'industrie et de la campagne, composé exclusivement par les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière. Aucun ministre bourgeois; 4° Désarmement de la Garde civile et d'Assaut. Renvoi devant les tribunaux populaires, pour leur jugement, des éléments les plus caractérisés dans la répression; 5° Dissolution immédiate et châtiment du Corps d'officiers franquistes. Epuration de l'armée, mais pas à la façon des « réformes militaires » d'Azana, mais effectuée par les Tribunaux de soldats du rang, élus démocratiquement; 6° Constitution de Milices ouvrières dans les villes et les campagnes, pour la défense des organisations et des intérêts de la classe ouvrière; 7° Expropriation sans indemnité des biens de l'Eglise et des propriétaires fonciers. Dissolution des Congrégations religieuses et séparation de l'Eglise et de l'Etat; 8° Partage des terres aux paysans, qui éliront leurs propres Comités, Collectivités ou coopératives agricoles formées par la volonté des travailleurs de la terre; 9° Nationalisation du Crédit, de la Banque, de la grande industrie, des Assurances et des concessions accordées au capital étranger; 10° Constitution de Tribunaux populaires dans les quartiers et les communes pour le châtiment des phalangistes, des monarchistes et autres éléments réactionnaires. Privation absolue de droits politiques pour ces éléments; 11° Confiscation des grands moyens de presse et de diffusion, qui seront mis à la disposition de toutes les organisations ouvrières et paysannes; 12° Contrôle par les syndicats de l'embauche et du débauchage. Constitution de Bourses du Travail, dirigées par les syndicats; 13° A travail égal, salaire égal. Echelle mobile des salaires, pour faire face au coût de la vie. Echelle mobile des heures de travail, pour liquider le chômage; 14° Pleine autonomie pour les nationalités dans une Fédération librement établie. Indépendance du Maroc; 15° Pour faire sortir l'économie du marasme où l'a menée l'incapacité de la bourgeoisie, et pour apporter de cette façon une solution à la situation misérable des grandes masses, l'Alliance ouvrière confie aux organisations C.N.T.-U.G.T. l'élaboration d'un plan de production et de mise en marche des industries paralyzées. Plan établi avec la participation et le contrôle des ouvriers et techniciens des entreprises en question, et qui sera appliqué par les gouvernements des organisations ouvrières.

(2) Voici le paragraphe en question du manifeste: « Face au Parlement impuissant de 36, ne sous un pacte électoral de chantage contre les intérêts ouvriers, nous, communistes-internationalistes, opposons aujourd'hui le mot d'ordre: Pour une Assemblée constituante souveraine, élue par le suffrage universel direct et secret. Droit de vote à partir de 18 ans, sans distinction de sexe.

L'expérience des pays « libérés » nous apprend que la convocation d'une telle Assemblée ne doit pas être confiée aux initiatives du gouvernement bourgeois. Seuls les ouvriers, par le moyen de leurs comités autonomes d'alliance ouvrière, appuyés dans leurs milices, peuvent et doivent prendre en main la propagande, l'organisation et la réalisation effective des élections à la Constituante.

(3) Voir texte de la minorité.

(4) Voir texte de la minorité.

# Résolution minoritaire

présentée par A. Roura, F. Polo et A. Herrero

## Unité d'action contre le franquisme ! Mobilisation des masses pour la République !

Il faut apprécier à sa juste valeur le chemin parcouru par notre organisation, particulièrement dans le sens de la concrétisation d'une conception et d'une ligne d'action qui puissent nous armer pleinement pour notre intervention dans le combat politique. Ce chemin va de notre Manifeste de septembre 1944 — réaffirmation principielle de nos positions de classe — au contenu politique et tactique de nos publications et documents les plus récents, en application de nos Thèses de mai 1945.

Mais, avec le développement de la situation, s'imposent de plus en plus à nous la nécessité et l'urgence de faire de nouveaux pas, de formuler une claire réponse aux problèmes, aux tâches et aux préoccupations que la situation pose dans la présente période au prolétariat et à toutes les couches exploitées de la société espagnole, et qui dominent à présent la situation politique en Espagne et dans l'émigration. Cette réponse doit nous faire intégrer de plus en plus profondément dans le processus réel de la lutte, nous placer dans l'avant-garde effective de ce processus, et, partant des conditions actuelles de la conscience des travailleurs, la faire s'élever et la conduire à travers sa propre expérience vers une seule conclusion: la prise du pouvoir.

Les mots d'ordre de notre Programme de Transition de 1938 doivent trouver leur application adéquate aux tâches de la présente période de la Révolution espagnole: « La tâche stratégique de la prochaine période consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la Révolution et le manque de maturité du prolétariat et de son avant-garde, le désarroi et la démoralisation des vieilles générations, le manque d'expérience des jeunes. Il faut aider la masse, dans le processus de sa lutte quotidienne, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. »

### La lutte et la résistance à l'oppression franquiste

La première offensive du prolétariat et des masses paysannes et coloniales qui s'est produite dans la période qui prend sa source dans la liquidation militaire de la guerre impérialiste, a été assez freinée par les directions stalinienne et réformiste, pour permettre à la bourgeoisie de la contenir et de la canaliser dans le cadre de l'Etat capitaliste.

Si les prémisses objectives de la crise révolutionnaire n'ont pas disparu et, en définitive, ne peuvent que s'accroître d'avantage, le prolétariat subit actuellement les effets de l'impasse de la collaboration de classes où ses partis l'ont à nouveau conduit.

A travers le processus que nous avons signalé, la dictature franquiste a pu traverser également cette période, et, grâce à l'appui que lui ont fourni les grands impérialismes — en dépit de telle ou telle déclamation antifranquiste — elle se maintient avec toute sa dureté et toute son insolence.

Le besoin de trouver une « issue » à la situation n'a évidemment pas cessé pour cela d'inquiéter les grands impérialismes et la bourgeoisie espagnole. Mais tous sont disposés à maintenir la dictature militaire — et Franco lui-même — aussi longtemps que les circonstances le permettront, et, en tout cas, à faire tous les efforts de leur part

pour limiter quelque changement que ce soit à de simples modifications qui ne touchent en aucun sens les bases mêmes du régime.

Il faut aussi avoir présent comme autre facteur la volonté farouche et résolue de se défendre des éléments franquistes, qui sont le plus directement sortis du développement de la guerre et qui ont pleine conscience du cours que suivront les événements, quels que soient leur origine et leur développement.

La combinaison des deux facteurs que nous avons signalés caractérise aujourd'hui la situation et permet d'affirmer que nous entrons dans une phase où la lutte et la résistance antifranquiste dominera plus que jamais la situation politique espagnole. C'est par cette voie que les grandes masses s'éveilleront à nouveau à la lutte révolutionnaire.

La dictature franquiste n'opprime pas seulement le prolétariat industriel et les ouvriers agricoles, mais aussi les couches populaires de la petite bourgeoisie. Dans l'action contre la dictature et leurs effets existent et grandiront de plus en plus la possibilité et la nécessité du plus large front unique antifranquiste pour des buts précis, si minimes soient-ils, qui surgiront du développement même de la lutte.

Naturellement, une telle orientation pour nous s'applique à des accords circonstanciels pour des buts précis, en réservant à tous les éléments et organisations qui participent à l'action la pleine et constante liberté de critique politique et de défense entière de leur propre orientation et programme.

Mais, dans ce cadre, il est nécessaire d'apparaître, dans la mesure de nos forces et de nos possibilités, comme un facteur actif de l'action antifranquiste, en prenant chaque fois qu'il le faudra les initiatives nécessaires pour leur coordination avec n'importe quelle organisation ou groupe qui participe réellement à l'action contre le régime.

**LA TACHE D'ANIMER ET DE POUSSER L'UNITE D'ACTION ANTIFRANQUISTE DOIT REVENIR ET REVIENT A L'AVANT-GARDE PROLETARIENNE !**

La nécessité de notre action, de notre campagne pour l'**Alliance ouvrière** est aujourd'hui plus essentielle que jamais et doit être continuée et popularisée systématiquement, en la reliant précisément à la nécessité de constituer un front de classe et un organisme prolétarien capable de prendre en main la direction de la lutte antifranquiste dans le cadre national et international et de l'encadrer dans une orientation qui s'attaque aux bases capitalistes du régime franquiste.

### Mobilisation des masses pour la République !

Pour tous ceux qui souffrent sous la dictature franquiste et qui s'élèvent contre la solution monarchiste ou une autre similaire, le problème et la perspective d'un changement de régime sont indissolublement liés à la notion de la République.

Analyser et comprendre le contenu réel de cette notion est aujourd'hui la pierre de touche pour une politique révolutionnaire juste dans la situation espagnole.

Pour les masses ouvrières et paysannes, la République prend et prendra de plus en plus un sens et un contenu totalement différents et opposés à ceux qu'elle a pour les personnages du 14 avril et profondément différents aussi de ce qu'elle avait pour les masses elles-mêmes en 1931.

Recueillir, approfondir, partir de ce contenu que traduit et synthétise la compréhension instinctive des masses de leur propre expérience vécue et du sens de classe de toute l'action et de toute la répression franquiste, c'est la base même d'une politique révolutionnaire juste, fidèle à notre mouvement et à notre tradition.

Il faut éviter à tout prix l'erreur sectaire — qui ne ferait que reproduire l'abstraite idée stalinienne de 1931 — de vouloir opposer à la République l'idée abstraite de la révolution prolétarienne. La lutte pour la Révolution prolétarienne ne passe pas aujourd'hui, en Espagne et dans l'émigration, par l'affirmation théorique de sa nécessité, mais par la lutte pour la République, **lutte qui ne répète pas les erreurs de 1931.**

L'expérience vécue par les masses, particulièrement dans la période de la guerre civile, doit être comprise dans ses justes limites, conditionnées par : l'absence d'un parti révolutionnaire fort et lié aux masses, susceptible de systématiser l'expérience vécue ; le poids de la défaite ; l'illégalité franquiste, empêchant une confrontation nationale et internationale des luttes passées et des positions présentes ; le désir de liberté et son caractère décisif, qui s'est accumulé pendant les longues années d'oppression ; la présence de nouvelles générations qui ont ouvert les yeux à la compréhension politique sous le baillon de l'oppression franquiste, qui n'ont pas vécu d'autre situation que celle de la dictature militaire. Ce sont autant de facteurs qui impriment aujourd'hui profondément leur empreinte à la physionomie politique des masses espagnoles, à la forme que prennent leurs aspirations profondes.

Il ne s'agit pas, nous le répétons, d'opposer la République à la Révolution, mais de mobiliser les masses pour la République, à travers leurs propres méthodes et pour la réalisation de leur propre programme de liquidation du franquisme et de réalisation de leurs aspirations. Sous cette forme et avec ce contenu, la lutte pour la République apparaît comme le levier pour mettre et maintenir en mouvement la lutte politique révolutionnaire contre le franquisme, base d'un développement politique vers nos positions. La lutte pour la République apparaît, en même temps, comme le moyen d'accélérer l'expérience des masses sur le véritable caractère de leurs directions, pour qui la République ne suppose pas un levier dans le développement de l'action des masses, mais une digue opposée à cette action, le rétablissement de la légalité de 1931.

Face au rétablissement de la légalité républicaine de 1931 et d'un gouvernement issu du parlement de 1936, il faut opposer l'instauration de la République, s'appuyant sur l'action des masses et leurs organismes de lutte et de défense, sur la base d'une liquidation rapide de l'appareil franquiste et des bases sociales sur lesquelles le franquisme s'appuie.

En 1930-1931, la lutte pour la République que défendait le trotskysme s'appuyait avant tout sur le développement de l'action autonome des masses, sur la réalisation conséquente des aspirations démocratiques des masses.

C'est pour cela que cette lutte ne supposait en aucune façon un rapprochement et un compromis avec les républicains bourgeois. Mais c'était à travers une défense acharnée des mots d'ordre démocratiques, une mobilisation des masses pour la République, qu'il était possible de faire comprendre le pseudo-démocratisme des républicains bourgeois et de gagner le prolétariat et les masses populaires des villes et des campagnes à la direction révolutionnaire.

La situation repose sur un plan plus élevé. C'est sur la base soit de l'action des masses qui liquide le régime franquiste, soit de la volonté du peuple qui lutte pour instaurer et donner à la République son contenu, que se pose

et se posera l'offensive contre les gouvernements Giral ou autres formations qui pourront apparaître. Cette lutte clairement et systématiquement défendue doit être le point de départ de notre combat politique à l'étape présente.

Comme en Italie, en Belgique, etc., la lutte pour la République est dirigée, d'une part, contre Franco et son régime et, d'autre part, c'est la meilleure pierre de touche pour nous différencier de l'équipe Giral, qui constitue un frein pour leur réalisation, en subordonnant les intérêts des masses aux buts des grands impérialismes et en favorisant par cela même les manœuvres réactionnaires ou monarchistes.

La lutte pour la République, en tant que revendication démocratique, est liée, pour les communistes-internationalistes, au reste de notre programme d'action, fondamentalement indiqué dans les quinze points de notre manifeste de septembre 1945, et particulièrement à la formation d'organismes de masses. Et, en ce sens, elle apparaît comme un pont vers la révolution prolétarienne dans les conditions actuelles et dans le degré présent de la conscience des masses ouvrières et exploitées de l'Espagne.

### Liquider le régime franquiste. Donner la parole au peuple

Qui peut seulement réaliser cette tâche et y présider ? Seulement un organisme qui prenne en temps voulu la forme d'un gouvernement et qui soit l'émanation même de l'action antifranquiste des masses. La classe ouvrière est la colonne vertébrale de la lutte antifranquiste ; la liquidation des bases sociales du régime franquiste est indissolublement liée au plein développement de son action de classe. Ce sont les organisations ouvrières qui doivent constituer ce gouvernement, la base d'une telle solution.

Mais il est évident que la participation à un tel organisme dépendra, en définitive, de l'acceptation du contenu anticapitaliste que la liquidation du franquisme comporte et que, dans notre propagande pour le gouvernement des organisations ouvrières, l'accent ne doit pas être mis sur l'exclusivité organique des formations prolétariennes, mais sur le développement des tâches à réaliser. Et surtout sur la participation des masses au moyen de leurs organismes de base (comités, syndicats, milices, etc.).

Les premières tâches dans la liquidation du franquisme, la liquidation de l'appareil franquiste, la proclamation de la République supposent : la libération des emprisonnés, le plein exercice des droits démocratiques des masses, la dislocation des organismes armés, la constitution de milices dirigées démocratiquement et de tribunaux populaires, le partage des terres aux paysans et la constitution de collectivités créées par les paysans eux-mêmes, l'élection de tous les fonctionnaires publics, révocables à tout moment par leurs électeurs, les droits électoraux à 18 ans, l'expropriation de la bourgeoisie franquiste, le contrôle ouvrier de la production et du ravitaillement, l'affirmation et le développement des organismes de masses de gestion et de défense, etc.

Le problème de l'Assemblée Constituante doit être abordé, avant tout, sur la base de l'expérience, profondément ancrée au sein des masses, de 1931, alors qu'on ne changea rien sous prétexte que seule la Constituante future pouvait décider les transformations et les mesures nécessaires. Cela permet à la contre-révolution de se regrouper et de passer à la contre-attaque. **Ne pas recommencer la voie de 1931** doit être une des idées centrales de notre agitation.

Sans jouer à l'étape présente un rôle central, le mot d'ordre d'Assemblée Constituante souveraine ne doit pas être abandonné. Il doit être maintenu comme aboutissant de l'œuvre révolutionnaire des masses, comme expression du désir d'autodétermination et de démocratie. La lutte acharnée contre le franquisme pour sa totale liquidation, doit être reliée à la nécessité que le peuple puisse exprimer sa volonté et que cette volonté puisse s'exprimer et s'appli-

diverger → degré de la conscience

quer à l'abri des freinages, des sabotages, des menaces et des attaques de la contre-révolution.

Posé de cette façon, le mot d'ordre d'Assemblée Constituante, loin d'être un frein, deviendra un levier de lutte et de mobilisation, de constitution des organismes autonomes des masses. De cette façon seulement, elle pourra être dépassée dans les faits par les formations du pouvoir prolétarien, qui apparaîtront comme une expression supérieure de la volonté des travailleurs.

A. Roura, F. Polo, Andrés Herrero.

29 avril 1946.

Post-scriptum au texte de la Minorité

Le texte ci-dessus, minoritaire à la Conférence du Groupe espagnol, fut publié le 29 avril dernier, la Conférence devant se réunir les 8 et 9 juin. Le dernier délai pour la présentation des textes pour la Conférence fut fixé au 15 mai. Les camarades signataires du texte minoritaire ont cru que les textes pour la discussion devaient être publiés le plus tôt possible pour permettre précisément à la discussion intérieure et internationale de prendre toute son ampleur.

Le texte présenté par le camarade Ernest, qui eut la majorité à la Conférence, fut présenté à l'expiration du délai accordé. Ceci permit à son auteur de lui donner un caractère en partie polémique contre le texte minoritaire.

Pour faciliter l'épanouissement de la discussion espagnole, les camarades de la minorité estiment nécessaire de publier ce « Post-Scriptum », tiré de l'exposé fait par le rapporteur de la minorité à la Conférence de la Section espagnole.

Le texte du camarade Ernest nous dit que les deux idées essentielles qui inspirèrent en 1930-1931 la politique de l'opposition de gauche étaient les suivantes : « Agir de façon que, dans la conscience des masses, prenne corps la nécessité d'une REPUBLIQUE OUVRIÈRE ; arracher les masses à l'influence des républicains qui, aux moments décisifs, sacrifieront leurs formules démocratiques aux intérêts supérieurs des classes possédantes ».

Nous ignorons si ces phrases, publiées par le camarade Ernest entre guillemets, correspondent à autant de citations littérales des textes de L. T. ou à des documents de l'opposition de gauche. Jusqu'à preuve du contraire, nous ne le pensons pas. En tout cas, la caractérisation qu'on y fait de la politique bolchevique-léniniste de 1930-1931 est nettement insuffisante. En effet : « agir de façon que dans la conscience des masses prenne corps la nécessité de la république ouvrière » (c'est-à-dire : de la prise du pouvoir) nous apparaît comme la simple formulation d'un principe, d'un besoin valable pour tous les temps. Le problème commence justement là où il finit pour le camarade Ernest. Car le problème était bien celui-ci : comment, dans la situation espagnole de 1931, faire précisément avancer les masses vers la conscience de la prise du pouvoir et vers la prise du pouvoir elle-même ? Et voici de quelle façon L. T. définissait très précisément ce « comment », qui était justement toute la clef du problème :

« Il est inutile de dire, écrivait L. T., que l'emploi par nous des mots d'ordre démocratiques (République, révolution agraire, Assemblée constituante, liberté pour les nationalités, séparation de l'Église et de l'État, etc.) n'ont, en aucune façon, pour but de provoquer un rapprochement entre le prolétariat et la bourgeoisie républicaine. Au contraire, ces mots d'ordre permettront de combattre victorieusement la gauche bourgeoise, dont on pourra dénoncer à chaque instant le caractère anti-démocratique. Plus l'avant-garde ouvrière combattra avec audace, résolument et implacablement en faveur des mots d'ordre démocratiques, plus tôt elle réussira à gagner les masses et à déborder les républicains bourgeois et les réformistes ; plus solidement les meilleurs éléments des masses viendront à nous ; plus tôt

la République démocratique s'identifiera dans la conscience des masses à la République ouvrière. »

Voilà comment, concrètement, les trotskystes, en 1930-1931, entendaient appliquer le principe général de donner aux masses conscience qu'il faut prendre le pouvoir. Pas dans une opposition abstraite de la République ouvrière et de la République bourgeoise, mais dans la lutte acharnée pour les mots d'ordre démocratiques, en premier lieu pour la République et pour un Parlement révolutionnaire (Cortès révolutionnaires), par opposition à un parlement ligoté, concédé par la grâce du roi.

« L'expérience de la République, peut-on lire dans le texte du camarade Ernest, a été faite jusqu'au bout. » Que faut-il conclure, demandons-nous, de cette affirmation ? Peut-être que la force des aspirations démocratiques, d'autodétermination des masses espagnoles est inexistante ou presque ? Terrible erreur que croire cela. Depuis 1939, les masses espagnoles ont vécu soumises à la plus terrible, à la plus sauvage des répressions et des illégalités. Cette situation n'a pas pu ne pas donner, par contre, aux aspirations démocratiques des masses et des jeunes générations une force explosive énorme et renouvelée, qu'il s'agit d'exploiter et de canaliser hardiment contre la bourgeoisie, en l'employant comme tremplin contre l'ennemi de classe, qui est incapable d'accorder aux masses la réelle réalisation de leurs droits démocratiques les plus larges. Le premier et le plus important de ces droits démocratiques, qu'il convient d'employer comme levier de mobilisation, est celui de la République, d'une République qui puisse se tracer elle-même sa physionomie. Cela face aux tentatives de restauration d'une « monarchie constitutionnelle » et aussi contre les tentatives de restauration de la « légalité républicaine de 1931 ». Car il s'agit, bien entendu, de lutter contre la République bourgeoise, non en lui opposant abstraitement la République soviétique, mais en entraînant les masses à la dépasser dans les faits, ce qui ne peut être fait que par l'emploi adéquat de mots d'ordre qui répondent à leurs désirs profonds.

Le camarade Ernest — qui veut savoir, avant tout, de quelle République nous sommes partisans : république bourgeoise ou soviétique — s'étonne que nous disions que la lutte pour la République, liée évidemment au reste des mots d'ordre démocratiques, transitoires et pro-socialistes correspondant le mieux à la situation, aux désirs immédiats des masses et à leur expérience de 1936-1939, constitue un pont vers la révolution prolétarienne. Nous nous étonnons de son étonnement, car notre affirmation découle de la base même du programme transitoire.

Nous affirmons, en effet, qu'aujourd'hui, en Espagne et dans l'émigration, la lutte pour la révolution prolétarienne ne passe pas par l'affirmation rhétorique de sa nécessité, mais par la lutte pour la République, lutte qui ne répétera pas les erreurs de 1931.

Cette dernière phrase a choqué aussi notre camarade Ernest, qui s'embarque dans une série d'analyses de la plus pure logique formelle. Voyons un peu : « La République de 1931, écrit-il, était bourgeoise ; en tant que République bourgeoise, elle ne pouvait faire autre chose que ce qu'elle a fait ; elle n'a pas commis d'erreurs ; parler d'erreurs de 1931, c'est tomber dans un langage centriste », etc.

Précisons, tout d'abord, que nous avons parlé très précisément, dans notre texte, des erreurs de la lutte pour la République, lutte qui ne répète pas les erreurs de 1931.

Quelles furent les erreurs de cette lutte des masses en 1931 ? Ce furent, en bref : la République qui fut instaurée grâce aux luttes et à l'action des masses, et qui trouva à sa tête les épaves libérales de la bourgeoisie, avec leur programme, évidemment. Voilà déjà une erreur capable d'être comprise aujourd'hui par les plus larges masses et qui doit servir énormément pour une politique qui pousse les partis ouvriers à la rupture avec les organisations bourgeoises et qui dénonce la couardise des directions ouvrières traditionnelles.

Comme nous l'avons vu, toute la politique de L. T. en 1930-1931 était centrée contre cette façon pédantesque de poser la question : la République est bourgeoise ; nous voulons la République ouvrière.

1931 donna une république bourgeoise, grâce à la trahison ou à l'incapacité des organisations ouvrières. L'erreur de 1931 s'appelle la collaboration de classes avec les agents de gauche de la bourgeoisie, le crétinisme parlementaire, le respect des « droits acquis », etc. Mais encore une fois : la lutte contre ces erreurs — erreurs où la classe ouvrière fut entraînée à cause du caractère traître des directions

ouvrières traditionnelles et du sectarisme impuissant du stalinisme, à cette époque — ne peut être résolue par des formules « passe-partout » (la prochaine fois, nous ferons la République soviétique), mais à travers une lutte patiente et acharnée pour faire passer dans les faits, pour développer les organes autonomes des masses travailleuses.

Contribuer à établir les bases de cette politique, dans une situation donnée, tel était et reste le seul but du texte minoritaire.

30 juin 1946.

## La question de l'U. R. S. S.

### (I) La défense de l'U.R.S.S. dans la période présente, par A. Roura

Il est évident que notre deuxième Conférence aura à examiner à nouveau le problème de l'U.R.S.S. à la lumière de la situation présente. Que nous soyons ou non d'accord avec les textes de nos camarades du Mexique sur ce problème, il est clair, en tout cas, qu'il faut se féliciter du fait qu'ils ont suscité, au moins, une revitalisation de la discussion.

Dans notre dernière Conférence (mai 1945) l'on approuva un texte sur l'U.R.S.S. Si nous nous rappelons bien, un camarade ne vota pas ce texte parce qu'il n'avait pas alors de position sur l'U.R.S.S., le camarade Martin. D'autre part, le camarade Rodas vota pour le texte, si nous nous rappelons bien, tout en faisant des réserves sur un point précis du texte adopté. Pour le camarade Rodas, s'il n'y a pas eu sur le plan économique de l'U.R.S.S. des modifications substantielles changeant son caractère de classe, ces modifications se sont produites, par contre, dans sa structure politique.

Une année presque s'est écoulée depuis notre Conférence. Nous nous trouvons en face de notre nouvelle Conférence où, sans doute, l'appréciation de l'U.R.S.S. et la politique à suivre à son égard deviendront autant de points de différenciation, de polarisation des tendances au sein de notre groupe.

Malheureusement, nous ignorons toujours la position présente du camarade Martin. Et nous ignorons aussi l'ensemble de raisons sur lesquelles le camarade Rodas appuyait sa position en mai 1945.

Nous voulons espérer qu'avant notre Conférence, et en temps voulu, tous les camarades qui ont des positions à exposer sur l'U.R.S.S. les feront connaître dans notre Bulletin Intérieur.

En attendant, nous croyons indispensable de préciser nos divergences avec la position du Groupe Espagnol de la IV<sup>e</sup> Internationale au Mexique.

#### Dans quel cadre se développe notre présente discussion ?

Il faut, tout d'abord, limiter le cadre où se développe et se développera notre présente discussion sur l'U.R.S.S. La première condition à cela est de comprendre qu'il ne s'agit pas, en l'occurrence, du cas de ceux qui, avant et pendant l'agression militaire contre l'U.R.S.S., étaient partisans de la non défense de l'U.R.S.S., du défaitisme révolutionnaire. C'est-à-dire : de la lutte contre la bureaucratie, en faisant abstraction des conséquences qu'une telle lutte pouvait signifier sur le plan de la défense militaire de l'U.R.S.S. (la défaite de notre gouvernement est le moindre mal).

Heureusement, personne parmi nous n'a défendu, à notre

connaissance, le défaitisme révolutionnaire en U.R.S.S. pendant l'intervention militaire dans le territoire soviétique. Le Groupe espagnol du Mexique, dans son texte : « La défense de l'Union Soviétique et la tactique des révolutionnaires », écrivait à ce sujet : « Ceux qui ont été incapables de comprendre de cette façon le panorama international et d'y aligner leur activité, en revendiquant par là même dans l'U.R.S.S. le défaitisme qui est juste dans les pays capitalistes, ont jeté par la fenêtre la base matérielle la plus importante de la lutte contre la bureaucratie (l'économie nationalisée ; le monopole du commerce extérieur). »

Ce texte de nos camarades du Mexique fut écrit au mois de mars 1944.

#### La défense de l'U.R.S.S. et la situation révolutionnaire internationale.

Ce texte rappelle que la défense de l'U.R.S.S. « était une sorte de délai qui nous était imposé par le bilan catastrophique de la lutte de classes internationale pendant les années qui ont précédé la guerre ».

Naturellement, la défense de l'U.R.S.S., c'est-à-dire de l'Etat ouvrier isolé face à l'encerclement impérialiste n'aurait pas été nécessaire si les années écoulées entre la première et la deuxième guerre mondiale avaient eu pour bilan la victoire internationale du prolétariat.

Mais est-ce qu'on peut dire que cette victoire internationale de la classe ouvrière se soit déjà produite aujourd'hui et à un degré tel que notre politique de défense de l'U.R.S.S. puisse et doive être remise aux archives ? Nous répondrons non, naturellement. Nous sommes dans une période de montée révolutionnaire, mais qui se développe avec un rythme donné, avec des hauts et des bas. Parallèlement, la bourgeoisie se regroupe à l'intérieur de chaque Etat, tout en essayant de lui donner un contenu bonapartiste de plus en plus accusé. Par rapport à l'U.R.S.S., il ne faut pas employer beaucoup d'énergie pour signaler le caractère de propagande et d'action antisoviétique qui donne le ton à la politique internationale des impérialismes.

C'est pour cela que la montée révolutionnaire, même si elle devait se développer à un rythme vertigineux, n'autorise pas à laisser de côté la défense de l'Union Soviétique. Cette montée peut modifier les formes et l'importance politique d'une telle défense. Mais la montée révolutionnaire en général, celle que nous vivons, en particulier, a, nous le répétons, comme effet une polarisation contre-révolutionnaire, dont nous avons aussi parlé, et qui maintient vis-à-vis de l'U.R.S.S. des visées et des buts terriblement précis.



### La résistance soviétique et la montée révolutionnaire mutuellement conditionnées.

La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. La politique est également la continuation, par d'autres moyens, de l'action militaire.

Avant l'agression militaire contre l'U.R.S.S., la précédant, le but de l'impérialisme était déjà la destruction de la Révolution russe qui subsistait sur le terrain fondamental, celui de l'économie, de la propriété.

Un rapport de forces qui a commencé à se modifier en faveur du prolétariat empêche aujourd'hui l'impérialisme américain, à la tête des autres, de donner à l'U.R.S.S. le coup de grâce... Ils en sont empêchés par leur propre incapacité présente, par rapport à leurs propres prolétariats, de les jeter dans une guerre contre l'U.R.S.S. La montée révolutionnaire, dont un des éléments a été la résistance et la survivance même de l'U.R.S.S., défend aujourd'hui l'Union soviétique dans l'arène des luttes internationales.

D'autre part, l'action des masses de l'U.R.S.S. pendant la guerre et aujourd'hui encore se liant à l'existence et à la survivance de l'économie soviétique condamne, dans le présent rapport de forces, à une sourde impuissance l'action des couches pro-bourgeoises de la société russe et de la bureaucratie elle-même. Si cela semble exclure dans un avenir immédiat une politique d'agression armée contre l'U.R.S.S., cela ne signifie nullement que l'impérialisme « laisse en paix » l'Union soviétique. Son effort acharné s'emploie actuellement à « préparer l'ambiance »; à écrire, si l'on nous permet cette expression, la préhistoire de la troisième guerre mondiale, la guerre contre l'U.R.S.S., tâche qui se concrétise dans l'effort pour miner et faire s'écrouler les différentes positions politiques et stratégiques que la bureaucratie s'évertuait à dresser pour se défendre et se protéger à sa façon.

### Substance de notre défense de l'U.R.S.S.

De la lecture du texte de notre Groupe au Mexique, on pourrait conclure que la justesse de la défense de l'U.R.S.S. n'avait pas pour nos camarades une virtualité propre, découlant de la subsistance fondamentale de la Révolution d'octobre et cela sur le terrain fondamental d'une révolution: l'économique, celle des formes de la propriété. Mais que nous défendions l'U.R.S.S. parce que nous étions dans une période de recul, et rien que pour cela.

Nous ne pouvons participer en aucun sens à cette façon d'aborder la question. Pour nous, la défense de l'U.R.S.S. a une substance en elle-même, face aux attaques ou aux manœuvres de l'impérialisme.

Nous croyons indispensable sur ce plan là d'approfondir la notion de dictature du prolétariat, de ses buts, de ses tâches.

### Qu'est-ce que la dictature du prolétariat?

Il peut exister un pouvoir exercé démocratiquement par les travailleurs en armes, sans que cela suppose l'existence de la dictature du prolétariat. Nous savons tous que la politique des bolcheviks, jusqu'aux thèses d'avril, était basée sur la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans ». De quoi s'agissait-il? D'un pouvoir révolutionnaire exercé par les ouvriers et les paysans pauvres, mais dont la perspective était limitée à la pleine réalisation des tâches démocratiques de la Révolution. C'est-à-dire: bourgeoises (la République, la terre, les nationalités, la liberté politique, etc.).

Le but historique d'un tel régime n'était pas de lier la pleine réalisation de la révolution démocratique avec les tâches de la révolution prolétarienne vers la révolution

internationale, mais de réaliser pleinement la révolution démocratique-bourgeoise en Russie.

Pourquoi un tel régime, au cas où il aurait existé, n'aurait-il pas mérité le titre de Dictature du prolétariat, et cela malgré que ce seraient les ouvriers qui, dans la plus large démocratie, l'orienteraient et le contrôlèrent? Parce que ce qui est **décisivement caractéristique** de la dictature du prolétariat, concrétisée dans le pouvoir ouvrier, n'est pas le fait que les masses interviennent de telle ou telle autre façon dans leur destin; mais ce sont les formes de propriété collective, nationalisée qui fondamentalement caractérisent la société que l'Etat ouvrier maintient.

Entre le capitalisme et le socialisme s'étend une étape: La dictature du prolétariat. Sur le plan économique, le but de la dictature du prolétariat est l'expropriation de la bourgeoisie, la nationalisation des richesses et des moyens de production, la défense et le maintien de ces mesures, le développement harmonieux des forces productives, protégées par les armes aux frontières géographiques et par le monopole du commerce extérieur sur le terrain des frontières économiques.

### La dictature du prolétariat et la démocratie ouvrière.

Le fait que le développement de l'Etat ouvrier se réalise avec la pleine intervention des masses ouvrières, avec le plus large développement de la démocratie prolétarienne, sera la preuve de son évolution favorable; que le rapport des forces à l'échelle nationale et internationale est favorable au prolétariat, l'élément fondamentalement socialiste de la société.

Mais, nous le répétons, ceci ne sera jamais le seul et **décisif** facteur dans le sens de la défense des formes de propriété qui sont nées de la Révolution et maintenues par l'Etat ouvrier.

La dégénérescence bureaucratique de la politique et de la direction révolutionnaires, la disparition des formes de la démocratie prolétarienne n'entameront d'aucune façon la nécessité de défendre les bases économiques de l'Etat ouvrier attaqué par l'ennemi impérialiste.

Ne pas donner la priorité adéquate au critère des formes de propriété en U.R.S.S. et la donner au facteur politique (dégénérescence bureaucratique, absence de démocratie et d'intervention des masses, etc.), baser sur ce critère notre position sur la défense ou la non défense de l'U.R.S.S. attaquée par l'impérialisme ou par ses agents intérieurs, cela équivaudrait tout simplement à abandonner le terrain du marxisme pour passer sur le terrain marécageux qui s'étend des anarchistes aux ultra-gauches, en passant par les centristes de tout acabit.

En partant d'Angel Pestana (ancien leader anarcho-sindicaliste espagnol), retour de son voyage en U.R.S.S., jusqu'à la dernière aberration ultra-gauchiste, tout a été dit et redit cent fois, sous l'œil bienveillant d'un quelconque Léon Blum, Citrine ou Victor Serge. Ce serait une triste destinée pour un militant de la IV<sup>e</sup> Internationale que celle de perdre en ce moment la boussole marxiste au point de joindre sa voix à un tel chœur disparate!

### La bureaucratie, restauratrice consciente du capitalisme?

Dans leur texte, nos camarades du Mexique partent, d'un côté, de l'erreur au sujet du rythme de la Révolution en Europe qu'ils ne furent pas sans commettre à l'époque.

Mais, d'un autre côté, ils commettent une erreur beaucoup plus profonde quand ils affirment que la bureaucratie est aujourd'hui beaucoup plus près qu'hier de se convertir en une nouvelle classe possédante. Ou bien c'est une affirmation générale, sans aucune valeur précise; ou bien cela veut signifier que la bureaucratie s'oriente aujourd'hui décidément vers la restauration du capitalisme. Et tel est, en effet, le sens des affirmations de nos camarades du Mexique.

quand ils écrivent: Que le bonapartisme stalinien doit être aujourd'hui consciemment et nécessairement restaurateur (du capitalisme). Chez lui ne se reflètent déjà même plus pour un centième les intérêts de l'économie planifiée, mais l'intérêt impatient de la déchirer ainsi que les difficultés que l'on rencontre pour la réalisation d'une telle rupture.

En tant qu'aboutissement de toute leur analyse, cette affirmation de nos camarades espagnols du Mexique nous paraît particulièrement grave et erronée. Nous ne nions pas qu'un secteur le plus droitier de la bureaucratie a eu et peut avoir une telle orientation. Mais l'ensemble de la bureaucratie, au contraire, aujourd'hui comme dans des situations antérieures, s'est mis à nouveau en position de combat face à l'ennemi intérieur et extérieur de la base économique de sa propre existence. Sur le plan diplomatique, sur le plan économique, sur celui de la politique intérieure, nous assistons à un raidissement de la défense bureaucratique de l'U.R.S.S. et de l'hégémonie du « centre » Staline-Molotov (discours de Staline, 9 février dernier, réaffirmant le caractère impérialiste de la deuxième guerre mondiale, la solidité du régime soviétique; soulignant le rôle de l'Armée Rouge, des trois premiers plans quinquennaux, de la politique d'industrialisation du pays, de la collectivisation de l'agriculture; attaquant les droitiers; défendant le nouveau plan quinquennal, etc.).

#### **La bureaucratie a défendu et défend l'U.R.S.S. « à sa façon ».**

Tout cela, naturellement, est imprégné d'un nationalisme, d'un « socialisme dans un seul pays », reflet de la suffisance, de la vantardise bureaucratiques: comparaisons avec l'index de production russe de 1913; « nous aiderons nos savants, qui sauront non seulement égaler, mais dépasser, dans un proche avenir, les résultats scientifiques réalisés au delà de nos frontières »; « notre reconstruction demandera peut-être trois nouveaux plans quinquennaux, au moins. Mais nous pourrons et nous saurons accomplir ce travail ».

Pas un mot, pas même une allusion, par contre, dans ce discours, à la situation sociale dans les pays capitalistes, à l'action du prolétariat international. Mais, tout de même: est-ce qu'on peut dire que le discours de Staline représente le discours d'une couche consciemment restauratrice du capitalisme privé en U.R.S.S.? Nous ne le pensons pas. Nous croyons que ce discours représente la prise de position des éléments fondamentaux de la bureaucratie dans la défense des bases sociales dont elle-même vit.

Et que cela plaise ou déplaise, il est indispensable d'apprécier que ces bases sont les mêmes qui ont donné et donnent à l'U.R.S.S. son caractère d'Etat ouvrier. Etat ouvrier de par sa base économique qui subsiste fondamentalement. Etat ouvrier par l'appareil politique qui le maintient et le défend, malgré sa dégénérescence bureaucratique et le caractère pourri de sa défense.

Parce que, cela soit dit en passant, nous semble être une conception entièrement antimarxiste, celle qui affirme que l'U.R.S.S. est un Etat ouvrier par sa structure économique et ne l'est déjà plus au point de vue superstructure politique.

#### **La « défense bureaucratique de l'U.R.S.S. » est une défense sans perspectives.**

Il est évident pour nous tous que la défense bureaucratique de l'U.R.S.S. — réaffirmation de la mainmise stalinienne sur le plan intérieur; constitution d'une ligne de défense dans les pays limitrophes, avec des points d'appui stratégiques et d'influence politique; pactes avec tel ou tel autre gouvernement capitaliste, etc. — est une défense sans perspectives. La bureaucratie crée des châteaux de cartes qui ne résisteront pas à la pression impérialiste. Ils n'y résistent déjà pas!

Par le fait de ne pas pouvoir s'appuyer sur l'action des masses ouvrières, dont elle ne veut pas le déclenchement par conservatisme de sa propre qualité parasitaire, la bureaucratie stalinienne est obligée, en définitive, de reculer, abandonnant une position derrière l'autre. L'Iran est le dernier recul de cette série qui renforcera davantage les impérialistes.

#### **Front unique avec la bureaucratie contre l'impérialisme? Ou front unique avec l'impérialisme contre la bureaucratie?**

Le fait que la défense bureaucratique de l'U.R.S.S. est une défense sans perspectives, qu'elle renferme une nouvelle et terrible trahison du prolétariat, est une chose. Pour cela, notre unité d'action avec les staliniens, en U.R.S.S. et dans le monde entier, suppose avant tout la délimitation, la critique, la condamnation implacable devant les masses de la politique stalinienne. Ceci dans l'attente d'un rapport de forces favorable pour balayer le stalinisme par l'action du prolétariat, rapport de forces dont une politique juste de notre part rapprochera les délais.

Mais, devant la situation présente, nous croyons que le problème se trouve posé comme suit: Ou le front unique avec la bureaucratie, avec les partis « communistes », contre l'impérialisme et ses agents, ou le front unique avec l'impérialisme et ses agents contre la bureaucratie. Nous avons choisi. Et nous saluons sur ce plan la récente lettre du P.C.I. français proposant l'unité d'action au P.C. pour la défense de l'U.R.S.S.

Posé dans ces termes, il n'existe aucune contradiction entre la lutte pour la défense de l'U.R.S.S. et la lutte pour la Révolution prolétarienne internationale. La lutte pour la défense de l'U.R.S.S. prend sa place dans la mobilisation des masses ouvrières et paysannes contre la bourgeoisie et contre les directions traîtres, y compris celles des partis staliniens.

La guerre contre l'U.R.S.S. n'est pas pour demain. Non pas parce que la néfaste politique de la bureaucratie l'a rendue impossible, et non plus par manque d'envie de la part de l'impérialisme, mais parce que la montée révolutionnaire paralyse aujourd'hui une action à fond de la bourgeoisie.

Mais si la guerre devait éclater dans un proche avenir, indépendamment du fait que la bureaucratie soit ou ne soit pas « dans son tort », notre attitude de défense de l'U.R.S.S. serait la même principiellement que celle maintenue par nous jusqu'à maintenant. Plus concrètement: celle définie dans le chapitre consacré à la question de l'U.R.S.S. dans notre programme de transition.

Les considérations qui y sont formulées au sujet de la droite pro-capitaliste de la bureaucratie; sur les oscillations impuissantes du stalinisme, sur la nécessité de l'unité de lutte contre ces courants et contre l'impérialisme, gardent fondamentalement pour nous toute leur valeur.

Il est inutile de dire que dans le cadre de ce front unique, nous n'arrêterons pas un instant de critiquer et de combattre la politique stalinienne qui, par le fait de s'opposer à une politique prolétarienne de défense de l'U.R.S.S., sabote et rend impuissante cette défense; nous n'arrêterons pas de dénoncer ses faux pas et ses compromis pourris, montrant au travers de notre action que nous sommes les plus actifs défenseurs de l'U.R.S.S.; que notre politique communiste internationaliste est la seule capable de la défendre réellement.

#### **Nouvelles circonstances, nouvelles modalités tactiques...**

Est-ce que cela veut dire que rien n'a évolué, qu'il n'existe pas de nouveaux facteurs dont il importe de faire l'analyse? Nullement.

En premier lieu, il existe l'occupation soviétique d'un certain nombre de pays et territoires. Ceci crée de nou-

veaux problèmes. Qu'est-ce qui se passe dans ces territoires, qu'elle est la tendance générale de la bureaucratie? La tendance de la bureaucratie est l'assimilation structurelle, telle qu'elle se réalise, en définitive, dans les pays baltes. Pourquoi elle ne la réalise pas maintenant? Parce que ses visées sont neutralisées par l'action et la pression des impérialismes qui freinent et conditionnent et s'opposent à une telle orientation, qui pénètrent dans le glacis, qui y introduisent leurs créatures dans les appareils de gouvernement...

Les impérialismes sont obligés de mentir, parce qu'ils doivent travestir cyniquement leur action pour la défense du système et des intérêts du capitalisme (défense de la démocratie, de la civilisation occidentale, de la spiritualité, de la conscience humaine, etc., etc.). La bureaucratie est obligée aussi de mentir, ne voulant ni ne pouvant poser le problème sur son véritable terrain de classe sous un angle internationaliste et prolétarien.

Par cela même son action défensive prend aussi certains déguisements plus ou moins insolites (lutte contre les éléments « fascistes »; fronts patriotiques etc.). Par cela même, son action prend un caractère essentiellement bureaucratique qui démoralise les masses au lieu de les mobiliser pour l'action révolutionnaire.

Mais, au delà des deux colonnes de fumée, les révolutionnaires marxistes doivent savoir apprécier — et tant pis pour ceux qui ne réussissent pas à le faire — le choc et l'opposition fondamentale de la propriété capitaliste et de la propriété nationalisée pro-socialiste. Et ils doivent tirer de cette contradiction toutes les conclusions qui s'imposent.

Ces conclusions ne signifient pas, naturellement, que l'on doit couvrir devant les masses toutes les actions de la bureaucratie dans ces pays, mais qu'il faut soutenir seulement celles-là qui auront un caractère progressif, anticapitaliste. Mais en le faisant, il faut aujourd'hui mobiliser en même temps les masses contre l'absolutisme politique de la bureaucratie, dénoncer son caractère parasitaire, réactionnaire; ses faux pas et ses compromis avec les impérialismes et la bourgeoisie indigène qui découlent forcément de toute sa politique. En défendant par tous les moyens qui correspondent aux possibilités concrètes de chaque situation les droits et les conquêtes des masses contre n'importe quelle attaque ou manœuvre de la bureaucratie.

Mais l'ennemi principal dans ces pays, même dans ces pays, n'est pas la bureaucratie, mais la bourgeoisie nationale, vendue à l'impérialisme, qui supporte actuellement la tutelle stalinienne, tout en préparant les moyens pour la balayer.

Dénoncer et mettre en évidence les intrigues impérialistes, appeler les ouvriers à s'y opposer, offrir l'unité d'action aux staliniens, telle est la ligne politique à suivre. La seule qui permettra une lutte quotidienne et concrète contre

la bureaucratie stalinienne, lutte susceptible d'être comprise et assimilée par les masses et qui les fasse avancer vers nous.

### Quelle position adopter?

Quelles conclusions s'imposent? Qu'il est faux — et très dangereux — de parler de la bureaucratie consciemment restauratrice du capitalisme, de classe nouvelle, de nouvelle bourgeoisie, etc. Qu'il est faux et très dangereux de ne pas comprendre que la défense de l'U.R.S.S. se pose encore, malgré qu'il n'existe pas aujourd'hui d'agression militaire.

Qu'il soit absurde de vouloir appliquer à une telle situation la tactique d'une situation de guerre, cela ne saurait être qu'évident. Mais notre position principielle de défense de l'U.R.S.S. trouve un cadre d'application face à la pression et à la campagne antisoviétiques présentes.

Face à cette situation et à ses développements futurs, on peut adopter différentes attitudes. Aux côtés de Londres et de Washington, de façon directe ou camouflée. Aux côtés de l'U.R.S.S. Ou bien se déclarer neutre face à une lutte entre deux impérialismes, etc.

Il est superflu de dire qu'il s'agit là d'un point d'importance capitale. De l'une ou de l'autre position découlent forcément des positions différentes et opposées en U.R.S.S. et dans le monde entier.

Il serait absurde et antimarxiste de vouloir établir, une fois pour toutes, un point de vue, une politique face à l'U.R.S.S., comme face à n'importe quel autre problème. Ce dont il s'agit est d'établir, aujourd'hui, une caractérisation, une analyse, une politique cohérente et précise face à une situation et à un rapport de forces donnés.

Ceci exige de suivre avec une extrême attention le développement de l'U.R.S.S., son évolution, ainsi que le développement et l'évolution de la situation internationale de la lutte de classes.

Un changement dans le rapport de forces qui permette, dans un pays donné, ou dans un ensemble de pays, le passage à une autre ligne d'action devra être prévu et étudié par nous en temps voulu et utilisé à fond quand il se produira.

Mais pour les marxistes il s'agit toujours avant tout de prendre position dans le cadre d'une perspective générale, face aux faits et aux situations de chaque moment.

Notre prochaine conférence devra adopter, ou pour mieux dire: actualiser notre position sur l'U.R.S.S. Nous croyons de notre côté, que l'éditorial de la revue « IV<sup>e</sup> Internationale » (**Notre position actuelle sur l'U.R.S.S.**) nous donne une bonne base de discussion avec laquelle nous nous déclarons d'accord.

## (II) Sur la défense de l'U. R. S. S. par L. Rodas

### (Texte approuvé par la Conférence)

Dans le bulletin intérieur du mois de mars, le camarade A. Roura publie un texte sur la défense de l'U.R.S.S. dont la préface nous fait savoir que dans la Conférence du groupe espagnol de mai de l'année dernière, le camarade Martin s'est abstenu de voter la résolution « n'ayant alors pas de position », tandis que Rodas avait voté le texte en faisant, nous semble-t-il nous rappeler, des réserves sur un point précis: Pour ledit camarade — continue Roura — si dans le plan économique de l'U.R.S.S. il n'y a pas eu de modifications substantielles qui en modifient le caractère de classe, par contre, dans sa structure politique, il y a eu des modifications.

Pour mener la discussion comme il se doit, je vais commencer par reproduire le paragraphe du texte adopté, non pas à l'unanimité, contrairement à ce que Roura affirmait dans le B.I. de juin 1945.

« Notre position sur le problème du caractère de classe de l'U.R.S.S. est fondamentalement la même, car quoique des changements soient survenus tant dans l'aspect politique que dans l'aspect économique, ces changements se maintiennent encore sur le plan de la quantité et ne passent pas sur celui de la qualité. »

Dans la même résolution adoptée en mai 1945, on peut lire :

« En U.R.S.S., nous luttons depuis longtemps pour constituer un parti bolchevik révolutionnaire qui renversera par le moyen d'une révolution supplémentaire le régime politique stalinien et rétablira la démocratie prolétarienne. Nous avons défini cette révolution « politique » et non « sociale » parce qu'elle ne changera pas fondamentalement les bases économiques de l'U.R.S.S. »

Que la caractérisation de la superstructure soit disparate cela saute aux yeux. On ne conçoit pas comment on peut se prononcer pour le renversement violent d'un régime politique qui n'a pas subi des changements qualitatifs. On ne conçoit pas non plus comment on peut adopter un texte où figure une telle contradiction, sans admettre qu'on l'a lu en passant, sans étude minutieuse, sans le comprendre enfin. La faute est assez grande pour qu'on ne l'enterre pas sous le silence.

Nous sommes aussi loin de ceux qui font abstraction de la réalité économique, que ceux qui se bornent dans leur analyse à cette même réalité économique sans tenir compte des facteurs politiques (pouvoir prolétarien ou bureaucratique, conditions objectives et subjectives, rapport des forces à l'échelle mondiale, etc.) Les premiers parlent de fascisme russe, d'impérialisme soviétique qui, sous le manteau centriste ou ultragauchiste, cherchent un prétexte pour cacher le tournant opportuniste qui les mène tout droit à l'orchestre démocratique inspiré par les Attlee, Thomas et Cie.

Les autres tâchent d'ignorer les contradictions existant dans le régime de l'U.R.S.S. ou bien les connaissent, les résolvent — au dire de Trotzky — avec une pirouette terminologique; Etat ouvrier ou Etat non ouvrier.

#### « Dialectique et formalisme dogmatique. »

Les exemples cités par Engels dans l'Anti-Dühring à propos de la transformation de la quantité en qualité nous montrent suffisamment le point critique, hégélien où se produit ce changement. Malheureusement pour les collectionneurs de citations, ne figure pas celle qui pourrait établir d'une manière précise, mathématique... et éternelle la transformation qualitative d'un régime politique. Il est bien possible qu'elle existe parmi la copieuse littérature qu'on a déjà sur la question de l'U.R.S.S., mais nous avons à regretter le fait de ne pas la connaître. Il nous faut donc développer.

1) Dans l'ordre du système économique, il ne peut y avoir un autre changement qualificatif en U.R.S.S. que son retour au capitalisme (dans le sens d'un recul). Propriété privée ou propriété collective sont des catégories économiques parfaitement délimitées. Il n'y a pas d'autres catégories intermédiaires dans les formes de propriété.

2) Dans l'économie capitaliste se sont opérés des changements quantitatifs dès l'étape ascensionnelle et progressive du capitalisme (libéralisme économique) jusqu'à sa décadence et sa décomposition (domination du capital financier) qui n'ont pas modifié la nature qualitative du régime de propriété privée.

Cependant, dans l'ordre politique les catégories monarchie absolutiste, république, démocratie bourgeoise et fascisme sont des formes de domination politique de la bourgeoisie qualitativement différentes. La superstructure enregistre des changements essentiels et non par ce qu'il y a de différent dans la superstructure elle-même, c'est-à-dire dans l'aspect étatique ou de mode étatique, mais par les contradictions, la fonction et la nature du pouvoir politique.

Le pouvoir politique dans la démocratie bourgeoise ne se trouve pas concentré dans les organes du pouvoir bourgeois. Le gouvernement bourgeois démocratique n'a pas dans ses mains TOUT le pouvoir politique, quoique, « en principe », il en soit déclaré ainsi par la loi. Une grève contre

le gouvernement montre le pouvoir de la classe ouvrière. Le fait que soient « tolérés » l'existence politique du prolétariat, ses organisations politiques, ses organes de presse, son activité enfin, implique une situation où se trouvent des éléments de dualité de pouvoir. La démocratie bourgeoise est une catégorie politique de **qualité** opérante pour la domination capitaliste dans une époque de crise. Voilà la cause de l'adoption d'une autre forme de domination: le fascisme, par qui, disons-le en passant, se sont opérés des changements quantitatifs dans l'ordre économique.

L'insuffisance de la démocratie bourgeoise pour maintenir l'exploitation capitaliste, du fait qu'elle ne réalise pas la politique qui assure le mieux la défense des intérêts du capitalisme, c'est le facteur qui obligea la bourgeoisie, poussée par le capital financier, à adopter d'autres méthodes de domination qui représentent la seule défense générale et durable du système; c'est le fascisme.

#### Le pouvoir politique en U.R.S.S.

Ecarter la superstructure de la nature du pouvoir est pur schématisme. Personne, même pas les défenseurs inconditionnels permanents, n'osent affirmer que le pouvoir de la bureaucratie stalinienne, c'est le pouvoir ouvrier — qui s'accorde avec les intérêts généraux, historiques du prolétariat — quoique dans une situation déterminée il coïncide partiellement avec celui-ci.

Cette situation, nous l'avons vue, par exemple, lors de la défense de Léninegrad. Lorsque la population en masse prend les armes pour la lutte défensive. Lorsque l'impérialisme allemand mettait en danger l'existence même de l'U.R.S.S. Alors les ouvriers — en dehors de l'Armée Rouge — constituèrent leurs unités combattantes (milices) qui — on peut le supposer — ne se bornèrent pas à tirer des coups de fusil comme des automates contre les forces de la Wehrmacht. Les mesures de police de la ville assiégée, les mesures pour le ravitaillement et les transports connurent ne fût-ce que momentanément, une participation active du prolétariat. La structure du pouvoir différait de l'appareil bureaucratique dans la mesure où la nature du pouvoir ouvrier différait du pouvoir de la caste bureaucratique. Les appels à la discipline et à la nécessité du commandement unique, l'expression « moins de comités et davantage d'organisation », nous ne croyons pas que ce soient des phénomènes exclusifs de la révolution en Espagne tendant au but de désarmer la classe ouvrière en empêchant son action indépendante.

Malgré les divergences irréductibles qui existaient au moment de l'attaque allemande contre l'U.R.S.S., la lutte contre la bureaucratie stalinienne a passé au deuxième rang, s'est affaiblie, disparaissait même en tant que lutte en face du besoin de défense **inconditionnelle**. Le rapport de forces à cette occasion détermina l'établissement du front unique sur la base des positions **défensistes** imposées par la bureaucratie. Le prolétariat n'avait pas l'organisation politique qui lui aurait permis d'effacer de la scène la bureaucratie et, par la suite, de prendre la direction de la lutte par les moyens révolutionnaires en l'orientant vers l'intervention du prolétariat, au lieu de suivre le chemin du stalinisme dans l'arène de la diplomatie.

Ce différent politique inhérent au pouvoir même et, par conséquent, à la structure du pouvoir (on ne peut pas mener une politique prolétarienne en se servant de l'appareil de l'Etat bourgeois) (1), s'exprime comme qualité différente et, par conséquent, en qualités différentes dans l'appareil de l'Etat. L'absence totale de démocratie, la non-existence d'organes du pouvoir ouvrier est la condition première, dans l'ordre structurel, pour l'existence du bonapartisme stalinien.

Nous ne croyons pas nécessaire de nous étendre sur la nature du pouvoir bureaucratique. Résultat du choc entre le capitalisme et le prolétariat, équilibre entre les deux forces antagonistes, situation provisoire, « conciliatrice »

dans d'inconciliables contradictions. Par là son caractère provisoire, qui le condamne irrémédiablement à disparaître, que ce soit par le capitalisme ou que ce soit par le prolétariat, cela dépend de la lutte de classes à l'échelle internationale dont l'U.R.S.S. est **seulement** une partie. C'est une vérité simpliste qu'il convient de ne pas oublier. Surtout pour ceux qui comme Roura, reconnaissent que nous nous trouvons dans une situation de montée révolutionnaire et, cependant, se mettent sur la défensive.

La défense de l'U.R.S.S., disons-nous, en mai 1945, est une question de tactique qui est subordonnée au rapport des forces à l'échelle mondiale ; mais qui ne peut aucunement être classée dans la catégorie des principes. Nous voulons dire par là que la défense de l'U.R.S.S. est obligatoire lorsque le prolétariat de recul en recul, a perdu ses positions et a pour dernier bastion de ses conquêtes ce qui reste de la révolution d'octobre.

Avant d'attaquer l'U.R.S.S., l'impérialisme a « liquidé » politiquement le prolétariat européen. Malgré les contradictions qui existaient entre l'U.R.S.S. et le capitalisme, il a d'abord été nécessaire de créer les conditions subjectives qui ont permis l'attaque.

Caractérisant la lutte défensive et l'attaque ou offensive qui sont toujours subordonnées à la situation stratégique, Trozky disait plus ou moins : « Pour monter un escalier, nous faisons un mouvement déterminé avec les jambes. Si pour descendre le même escalier nous faisons le même mouvement que pour monter, il est sûr que nous tomberons ». A quoi on peut ajouter : Si pour monter un escalier nous employons le mouvement de jambes qu'exige la descente, il est sûr que nous n'avancerons point d'un seul pas.

La question, donc, est le mouvement « tactique » de défense inconditionnelle ou conditionnée et il est juste de l'appliquer quelle que soit la situation. Telle est du moins, l'impression qui nous est offerte par le défensisme à outrance.

#### **Les contradictions de classe et l'attaque contre-révolutionnaire.**

Il a fallu que Winston Churchill prononce un discours à Fulton pour voir la pusillanimité défensiste se mettre au rouge vif. L'analyse de la crise aiguë du capitalisme, l'agitation, la vague de grèves et la lutte armée dans les pays coloniaux, l'incapacité de la bourgeoisie à faire face au chaos de l'après-guerre — ensemble de facteurs qui empêchent l'attaque contre l'U.R.S.S. ont été jetés dans le grenier des objets inutiles. Il a suffi que le politicien anglais attaque le communisme pour mettre l'accent sur la position défensiste. Comme si le seul objectif de la classe ouvrière était la défense de l'U.R.S.S. La conséquence immédiate (du parti français) a été la proposition du front unique au parti stalinien.

#### **Notre défensisme révolutionnaire.**

Dans cette proposition de front unique on exposait une position politique avec laquelle nous n'avons pas de divergences. En effet, pour défendre l'U.R.S.S., il n'y a pas d'autre moyen que la lutte révolutionnaire du prolétariat. Or, le front unique, l'accord plus ou moins circonstanciel entre des organisations présuppose une convergence pour un objectif commun. Croire que Staline peut sentir le moindre souffle révolutionnaire, c'est nier le stalinisme. Sauf si cette proposition de front unique a été suscitée par le désir d'une « manœuvre » pour démasquer les traîtres, etc. on a tout de même, par là, fait preuve d'une totale ignorance à l'égard du front unique.

Le stalinisme croit défendre l'U.R.S.S. et il tâche de la défendre à sa manière, par la « ruse » diplomatique, en essayant de profiter des contradictions entre les puissances capitalistes, pour obtenir des concessions et pour établir

des accords au prix de son freinage des revendications ouvrières. Mais le stalinisme « défend » aussi l'U.R.S.S. contre le prolétariat.

Les contradictions entre le capitalisme et l'URSS existaient aussi en 1936. Au mois de juillet de cette année, le prolétariat espagnol menait une lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie. Le stalinisme faisait une politique défensive « sui generis ». Il voulait établir en Espagne une république de « type nouveau », bourgeoise certainement, sur laquelle le P.C. devait avoir une influence considérable, à l'effet de pouvoir compter sur une politique alliée à celle de l'U.R.S.S. devant le conflit mondial que l'on prévoyait.

Aucun trotskyste n'aurait eu l'idée de poser la question du besoin de front unique avec le stalinisme sur la base de la défense de l'U.R.S.S. En mai 1937, a été mis en évidence, pour ceux qui pouvaient avoir encore des illusions, le rôle contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne. Le « front unique » du comité de non-intervention comptait avec Maïsky. Les journées de mai 1937 à Barcelone furent l'expression de l'antagonisme entre le prolétariat et ce comité de non-intervention qui contenait en lui-même des contradictions de « moindre importance ».

Au moment où la révolution en Espagne fut vaincue, ces contradictions de moindre importance ont levé la sourdine imposée par les circonstances (danger révolutionnaire) et l'antagonisme U.R.S.S.-impérialisme a surgi à la surface dans toute sa force. La lutte du prolétariat contre la Junta Casado-Miaja, lutte défensive désespérée, coïncidait, d'une manière circonstancielle avec la défensive stalinienne.

Comme elle peut encore coïncider demain, si, dans la situation révolutionnaire actuelle, le prolétariat international est battu. Cependant, subordonner à la perspective de défaites toute la tactique actuelle, signifie battre en retraite en sacrifiant à l'avance les possibilités de victoire. C'est faire le mouvement de jambes dans le sens de descente lorsqu'il faut monter l'escalier. C'est, en fin de compte, proposer au stalinisme en 1936 le front unique défensiste devant la perspective Casado-Miaja de 1939, en adaptant une position défensive « juste » avec trois années d'avance.

Le camarade A. Roura pose la question de l'antagonisme U.R.S.S.-impérialisme en affirmant que celui qui n'est pas pour la défense de l'U.R.S.S. est, directement ou indirectement, avec l'impérialisme. Dans la résolution du S.E. publiée dans la revue « IV<sup>e</sup> Internationale » du mois de février 1945, proposée par ledit camarade Roura comme un texte à approuver, on peut lire :

« Nous nous séparons résolument de ceux qui nient le caractère progressif des mesures économiques adoptées par la bureaucratie dans les pays occupés par elle et qui se refusent à les défendre contre les attaques de l'impérialisme et de la réaction intérieure.

« Mais nous nous délimitons aussi de ceux qui, en parlant de ce caractère progressif relatif, attribuent à la bureaucratie une mission historique progressive. »

Le caractère progressif de telles mesures, il faut le mesurer par rapport avec les conditions objectives où elles ont été prises et non en économistes seulement ni en politiciens défensistes non plus, « face à la réaction intérieure et aux attaques de l'impérialisme ». Il faut tenir compte de la situation politique qui existait lorsque, d'après le même texte : « A l'arrivée de l'Armée Rouge, les ouvriers et paysans ont salué, en entrant dans l'action révolutionnaire, cette arrivée comme synonyme du commencement de la Révolution ». — C'est-à-dire que les exploités des pays occupés ne se sont pas bornés à saluer, mais ils sont entrés dans l'action révolutionnaire.

En tenant compte de l'expérience de l'Espagne et de la nature politique du stalinisme, nous pouvons affirmer que les mesures progressives ont été l'œuvre des travailleurs dans leur action révolutionnaire. La bureaucratie a supprimé des mesures progressives qui dépassaient sa politique d'équilibre en adoptant, en même temps, d'autres mesures qui n'avaient rien de progressif, mais, par contre, montraient son

banditisme (démontage des usines, déportation en masse, répression sauvage contre l'avant-garde).

Nous voyons ici l'antagonisme bureaucratie-prolétariat dans toute son ampleur. Passer sous silence cette politique criminelle du stalinisme, parce que faire le contraire « c'est faire le jeu de l'impérialisme », cacher le rôle contre-révolutionnaire de Tito (à cause du même antagonisme ou de certaines mesures progressives), ce n'est rien d'autre qu'ignorer l'existence du prolétariat et de ses intérêts his-

toriques et borner l'action en la subordonnant à la contradiction entre le capitalisme et l'économie planifiée.

C'est ignorer que dans une situation où la classe ouvrière a pu prendre le pouvoir, la bureaucratie a joué le rôle de bourreau de la révolution.

Cacher ces faits, les esquiver en s'abritant sous le caractère progressif des mesures économiques pour justifier la défense à outrance, c'est renoncer à l'avance à l'offensive révolutionnaire, c'est se condamner à la défaite.

### (III) Défense inconditionnelle de l'U. R. S. S. ? par Palmiro

Il est clair que le caractère de structure de l'U.R.S.S. actuellement repose du point de vue quantitatif sur des formes qualitatives, déterminées par tout un processus de décomposition de l'Etat bureaucratique.

Si nous appliquons la méthode dialectique matérialiste pour déterminer un phénomène politico-économique, nous serons obligés dans le cas de l'U.R.S.S. de ne pas faire abstraction d'un problème que jusqu'à présent on a essayé d'éluider soit à cause du sentimentalisme provoqué par ce que représente la Révolution d'octobre, soit faute d'une analyse correcte pour aborder ce problème de l'U.R.S.S.

Si en général, et nous le savons tous, l'économie détermine la politique, dans le cas de l'U.R.S.S. soumise à cette loi dialectique, Staline et la bureaucratie sont le produit naturel d'une nouvelle situation économique donnée, et qui se reflète dans sa politique de capitulation. Même si cela peut paraître schématique, Staline est un sous-produit de ce que nous appellerions la « négation de la négation » ; ceci nous conduit à penser que le problème de qualification de l'U.R.S.S. du point de vue abstrait, est un sport avec lequel certains esprits se plaisent à se masturber.

Il est donc d'une grande importance de déterminer ou d'examiner le problème de l'U.R.S.S., non pas du point de vue de la défense conditionnée ou inconditionnée de l'U.R.S.S., mais de celui de la valeur quantitative et qualitative de la situation actuelle de l'U.R.S.S. Si en U.R.S.S. le caractère de son économie est actuellement socialiste par le simple fait que la planification subsiste, nous faisons abstraction de la valeur quantitative de la structure actuelle de l'U.R.S.S. et de la qualité de la politique de Staline et de sa bureaucratie; dans ce cas, le trotskisme, en tant qu'opposition, ne sera autre chose qu'une ligne pour réformer les faiblesses de Staline. Il y a donc deux phénomènes difficilement conciliables. Ceci nous obligerait à adopter, vis-à-vis de l'U.R.S.S. deux politiques où à nous acculer dans une impasse; il nous reste donc à déterminer si la structure politique et économique de l'U.R.S.S. pèse actuellement plus lourd dans la balance des événements historiques du point de vue négatif que ce qui reste de progressif de la Révolution d'Octobre.

On veut donner à un Etat le qualificatif de bonapartiste, quand cet Etat ne représente pas le principe pur de son origine. Le bonapartisme naît et meurt; nous ne concevons pas un état politique statique. Staline peut être Bonaparte, mais poussé par le poids de ses trahisons, devient le Thiers de la Commune.

Est-ce que l'on peut considérer l'U.R.S.S. comme le bastion où se gardent les aspirations socialistes? Quand on remplace les soviets par une constitution démocratique, quand la liberté religieuse est respectée, quand la plus-value prend sa place dans les affaires privées, quand certaines banques échappent au contrôle de l'état actuel de l'U.R.S.S.

Staline et sa bureaucratie sont liés corps et âme avec la nouvelle situation en Russie; le problème du défensisme

inconditionné, il faudra l'analyser de ce point de vue, ou de celui d'une agression.

Un conflit armé entre l'U.R.S.S. et les pays anglo-saxons sera provoqué par des intérêts économiques. Il ne s'agit pas de spéculer sur le fait que la guerre aura un caractère idéologique, car comme nous l'avons déjà dit, il faut écarter le fait que l'U.R.S.S. constitue un Etat à part. Si le conflit est provoqué (cas de l'Iran) par l'U.R.S.S. face aux intérêts anglo-saxons, la guerre prendra un caractère nettement impérialiste, donc l'expansion de l'influence de la Russie dans la sphère économique anglo-saxonne n'a pas un caractère spécifiquement révolutionnaire. Comme nous l'avons vu, l'U.R.S.S. s'annexe les pays baltes, une partie de la Pologne, elle a une influence hégémonique dans les Balkans, l'île Sakhaline prise au Japon, et une grande participation dans les affaires de Mandchourie, sans compter la réquisition des industries mandchoues à titre de réparations de guerre (sans oublier non plus l'occupation en Allemagne). Toute cette extension de l'influence soviétique dans le monde a été suivie de timides mesures démocratiques en Pologne et en Yougoslavie, à la façon des U.S.A. au Japon. Et le problème suivant se trouve posé : Est-ce que Staline peut arrêter ses ambitions aux conquêtes faites dans cette dernière guerre? Nous répondons : Non. L'économie en U.R.S.S. est très loin d'avoir un caractère socialiste; c'est pour cela que la bureaucratie avec Staline a besoin de la même chose que Truman et Churchill pour soutenir le système capitaliste. Nous verrons comment de nouveaux conflits seront provoqués sans doute sur le dos de l'impérialisme britannique. Staline découvrira sans doute des revendications sur l'Hindoustan, comme il peut revendiquer à nouveau la question turque; tout cela en dehors des intérêts de la Révolution. Staline déclenchera la guerre contre les anglo-saxons, parce qu'il est impuissant à provoquer la révolution.

Staline a besoin des pétroles anglais et des charbons de Mandchourie, afin qu'ils soient son propre appui; Staline revendique la Tripolitaine et dix mille millions payables en cinquante ans, somme qui apparaît bien problématique si elle n'est pas garantie par une participation directe dans l'économie italienne; tout ceci sur le dos du peuple italien. L'occupation russe en Allemagne est suivie de réquisitions en masse à la façon de Bevin ou de Truman, sans s'inquiéter de savoir si le prolétariat allemand est mûr pour réaliser le socialisme. Si nous envisageons la défense de l'U.R.S.S. en argumentant sur l'existence problématique de l'économie planifiée, ceci équivaut à considérer les « droits de l'homme » comme absolus dans n'importe quelle situation. Il nous est donc posé en conclusion de déterminer si les bases de l'économie socialiste sont toujours debout en U.R.S.S., où si au contraire il n'en reste plus que le nom. S'il en est ainsi comme le prouve notre exposé, notre politique vis-à-vis de l'U.R.S.S. entrera dans une nouvelle phase; et nous la déterminerons en suivant les mêmes normes que vis-à-vis des impérialismes, en nous réajustant naturellement aux incidences provoquées par le conflit, par rapport avec la situation révolutionnaire dans le monde.

# La crise du régime franquiste et les tâches des communistes-internationalistes

## Résolution du C. C. du groupe espagnol (Décembre 1945)

1) L'Espagne atteint le point critique de la crise du régime franquiste, rendue plus intense encore par la crise générale consécutive à la fin de la guerre mondiale.

Six années et demie de franquisme n'ont pas apporté à la bourgeoisie espagnole les solutions que celle-ci en attendait, à part la destruction sanglante du prolétariat organisé et une répression sauvage contre le peuple, hostile au régime. Pendant que les prisons et les camps de concentration se sont surpeuplés au cours de cette période, les usines, ateliers et mines ont vu décroître leur nombre de travailleurs. Le chômage ouvrier a été la constante de ce régime qui devait apporter, selon ce que proclamaient ses chefs, la « prospérité du pays par le travail ».

2) A l'exception de quelques secteurs de l'industrie dans lesquels une impulsion relative se produisit durant la guerre impérialiste, grâce aux demandes de cette dernière, la production en général a stagné péniblement sans pouvoir atteindre en beaucoup de ses branches, le niveau antérieur à la guerre civile. En prétendant théoriser la banqueroute industrielle, Franco mit la faute, il y a quelques mois, sur le manque d'importation de l'étranger. Il ne parvint ainsi qu'à mettre en évidence, une fois de plus, le retard de l'industrie espagnole et le caractère mensonger de sa prétendue « autarchie économique », avec laquelle il commença la « croisade de la reconstruction du pays ».

3) Dans le domaine agricole, la production n'a pas réussi à se relever, à cause de l'insuffisance de semences, d'engrais, de machines et de bétail. La production d'huile d'olive, qui occupa toujours la première place mondiale, l'huile constituant un des produits les plus importants de l'exportation espagnole, accuse un déficit de 40.000 tonnes en relation avec les nécessités ordinaires du pays. En céréales panifiables, tubercules, légumes et viandes, le déficit de la production, non compensé par les importations, se chiffre également en milliards de tonnes.

4) A côté de cette économie en crise, déjà retardée en soi, le régime franquiste a créé l'appareil d'état le plus gonflé que l'Espagne ait connu. Une exubérante bureaucratie administrative, policière, judiciaire, militaire et phalangiste dévore, dans sa quasi-totalité, le budget fabuleux établi à la mesure de son appétit. Budget dont les entrées sont obtenues pour la plus grande part par des exonérations directes.

5) Obligé de créer des caisses de compensation pour venir en aide aux industries paralysées faute de matière première et d'énergie électrique, Franco recourt à la création de nouveaux impôts, pressurant encore plus le peuple et accélérant ainsi la ruine des classes moyennes. Cette politique de contributions directes, par laquelle on prétend arrêter la marche de la crise vers l'abîme, ne fait que l'approfondir et augmenter la circulation fiduciaire, ce qui, à son tour, provoque une hausse des prix déjà très élevés.

6) La misère des masses, Franco a voulu la couvrir avec la feuille de vigne des lois appelées sociales, dont le peuple n'a d'autres nouvelles que le paiement de contributions qu'on exige de lui en leur nom, soit par décret, soit sous forme de souscriptions « volontaires ». Enlever d'une main plus que ce qu'on donne de l'autre; faire beaucoup de misérables pour en secourir quelques-uns, tel est le mécanisme des lois sociales de Franco, au sujet desquelles le journal français bourgeois *Le Monde* a écrit: « Ce n'est pas un remède à la misère, c'est plutôt son organisation ». La mendicité publique en Espagne ne trouve, chez les gou-

verneurs de province et les maires, d'autres « solutions » que de menacer, par voie d'affiche, les citoyens qui facilitent la propagation de cette « plaie sociale » en la secourant.

La baisse du pouvoir d'achat de la peseta devait nécessairement obliger le gouvernement franquiste à une relative augmentation des salaires. L'augmentation, dans la plupart des cas, n'a pas dépassé 50 à 60 % des taux en cours avant la guerre civile. Parallèlement, le coût de la vie a augmenté de 300 à 400 % en ce qui concerne les prix officiels.

7) « L'abondance » en articles de consommation, dont se vante le régime franquiste, n'est pas l'abondance d'aucune sorte de superproduction, mais le résultat de la sous-consommation des masses réduites à des salaires misérables qui ne leur permettent pas, même de loin, d'atteindre les achats minimaux des temps « normaux ». Limitées à un rationnement de faim, elles se décarcassent pour obtenir quelque chose au marché noir, officieusement admis, et auquel fait compétence un marché noir officiel, organisé par les syndicats patronaux, les grandes compagnies, etc., et qui offre tout le caractère d'un véritable cartel ou trust du commerce noir.

La misère de la population est si grande, que les attaques à main armée, les vols se multiplient. La présence de tels faits, dans un régime caractérisé par sa terreur, indique, d'une part le degré de désespoir des masses et, d'autre part, marque le premier signe ostensible de décomposition de l'appareil d'état franquiste.

8) D'un côté paralysation d'une grande partie de l'industrie, impôts exorbitants, inflation, débauche « primoriveriste » de la haute bureaucratie qui consomme la plus grande part du revenu national, corruption généralisée des organismes d'état. D'autre part, bas salaires, chômage, faim et agitation dans la population. Tel est le tableau que nous offre l'Espagne « national-syndicaliste » à six ans et demi de son triomphe.

9) L'entrée en scène du prolétariat international, au moment de la « libération » de l'Europe, a mis à l'ordre du jour le renversement du régime franquiste. Cependant, Franco a pu continuer à se maintenir, grâce au freinage que réformistes et staliniens ont imposé à la Révolution en Europe et grâce aussi aux appuis que Franco a reçus des impérialismes vainqueurs. Malgré tout, la crise que le pays traverse et la pression révolutionnaire des masses à l'échelle mondiale abrègent le délai de la chute de Franco.

La bourgeoisie essaie de sortir de la situation en sacrifiant Franco, cherchant par là le moyen d'éviter le mal plus grand de la révolution. Ce qui terrifie la bourgeoisie, c'est qu'après la liquidation du régime franquiste, qu'elle s'efforce de liquider dans l'ordre, la révolution pointe. La bourgeoisie, sachant que la prolongation du pouvoir de Franco continue à accumuler les facteurs d'explosion révolutionnaire, se prépare à renoncer à ses services. Sachant également qu'au moment où elle y renoncera, la crise révolutionnaire fera irruption, elle le soutient. Se débattant dans cette contradiction, la bourgeoisie s'efforce de sortir de l'impasse en recourant au procédé — classique pour elle dans de telles conjonctures — qui consiste à réduire le champ de l'action indépendante du prolétariat par des pactes et compromis « front-populistes », dont sont l'expression aujourd'hui la Junte Espagnole de Libération, l'Alliance des Forces Démocratiques, l'agonisante Union Nationale et, enfin, ce qu'on appelle le Gouvernement Giral.

sans compter avec cet autre nouvel avorton «négriniste» de dernière heure, appelé « Front de la Résistance », et qui exprime concrètement les tentatives du stalinisme de soustraire la solution de la crise espagnole aux influences de l'impérialisme, spécialement de l'anglais et de l'américain, qui se trouvent derrière les autres formations politiques mentionnées plus haut.

Les gouvernements « démocratiques », craignant également que la chute de Franco ouvre en Europe une nouvelle brèche révolutionnaire et mette en danger, non seulement les intérêts privés de la bourgeoisie espagnole, mais aussi les leurs propres, soutiennent Franco au pouvoir. Ceci n'exclut pas qu'en présence de l'agitation révolutionnaire du prolétariat international, les gouvernements démocratiques aient recours à une série de manœuvres devant la nécessité, qui s'imposera tôt ou tard, de remplacer Franco. L'avenir d'une « solution » quelconque, à laquelle la bourgeoisie puisse avoir recours pour sortir de la crise, ne dépend pas tant des facteurs de la crise elle-même à l'intérieur du pays, que de la pression que pourront exercer les pays impérialistes, pression conditionnée elle-même par le développement de la lutte de classes en Espagne et à l'échelle internationale.

10) Il est hors de doute que la bourgeoisie en Espagne, ou au moins une importante fraction de cette bourgeoisie, s'oriente vers la restauration, dans le but d'éviter l'intervention directe des masses.

Il est certain qu'en 1931 elle s'est vue dans la nécessité de renoncer à la monarchie. Mais il est certain aussi que la République d'Avril ne fut pas moins impuissante à stabiliser sa domination, tâche qu'elle devait confier plus tard à Franco.

La République d'Avril fut pour les ouvriers et paysans la trahison de leurs aspirations émancipatrices. Il ne fait aucun doute qu'elle représenta la conquête de certaines libertés démocratiques; mais elle fut aussi Castilblanco. Pour la bourgeoisie, la République d'Avril ne fut qu'un expédient auquel elle eut recours pour sortir de la crise; mais ce fut aussi: les incendies de couvents, l'invasion des terres par les paysans, l'appropriation des récoltes par ces derniers, la sécularisation des cimetières, la grève de Saragosse et d'autres, le contrôle par les ouvriers des Bourses de Travail, l'insurrection des Asturies, etc., etc. C'est-à-dire, la lutte continue de la classe ouvrière, l'instabilité du régime bourgeois, la réduction de l'« autorité » que les gouvernements républicains n'arrivaient pas à rétablir pleinement, en dépit de leurs efforts acharnés.

11) La crise mondiale du capitalisme, et en particulier de la société espagnole, réduit encore la possibilité d'une situation d'ample démocratie dans le pays. De là vient que la bourgeoisie tend à écarter toute autre solution que celle d'un régime monarchiste, formulé de gouvernement qui lui paraît la plus adéquate pour ses desseins contre-révolutionnaires.

La République en Espagne a été une République sans républicains, ou plutôt sans base sociale républicaine. Manquant de force propre, les chefs du républicanisme « historique » sans histoire, ne comptent sur d'autre appui des masses que celui que peut leur offrir la classe ouvrière. Le fait que cette force puisse se transformer en opposition à la première opportunité et que, dans la lutte contre la réaction et les restes du féodalisme, l'action ouvrière puisse dépasser les limites établies par les caudillos républicains, est une réalité que la bourgeoisie espagnole tient en compte pour en déduire qu'une monarchie « républicaine » vaudrait mieux pour elle qu'une république dirigée par des républicains, car lorsque les travailleurs accourent pour la défendre, leur défense prend la forme de l'insurrection asturienne et du 19 juillet.

12) Seule l'action du prolétariat, à la tête de toutes les couches exploitées, peut éviter que la crise du régime franquiste aboutisse à une restauration monarchique. Mais, dans la mesure où le prolétariat confie aux républicains la direction de la lutte contre Franco, les possibilités pour

celui-ci de prolonger son pouvoir et les chances de restauration monarchique augmentent.

La bourgeoisie, par le moyen de ses agents, a créé la Junte Espagnole de Libération et l'Alliance des Forces Démocratiques, afin de châtrer l'indépendance de la classe ouvrière et placer la lutte contre Franco dans les limites du maintien de l'ordre bourgeois. Une fois consommée cette opération, la bourgeoisie aurait recours à la solution monarchique. Elle n'aura recours aux républicains que dans le cas d'une radicalisation des masses travailleuses et dans le but de maîtriser ces dernières.

13) Le gouvernement Giral remplit une mission dont il n'a pas lui-même conscience, tout en croyant le contraire: la mission de personnifier une République impuissante contre la réaction et avec un passé d'échecs.

Ce gouvernement représente la première tentative de la bourgeoisie, dite démocratique, de constituer l'équipe de rechange dans le gouvernement du pays.

L'absence dans ce gouvernement du parti stalinien, dont la politique ne se différencie en rien de celle de Giral, révèle la subordination de ce gouvernement à la politique des grands impérialismes, dont l'antagonisme avec l'U.R.S.S. devient chaque jour plus aigu depuis la fin de la guerre.

Devant une radicalisation possible des masses, il n'est pas exclu que la bourgeoisie consente à céder au stalinisme un poste dans le gouvernement Giral ou tout autre analogue, afin de mieux contrôler et dévier l'action révolutionnaire des travailleurs. Par dessus leurs contradictions, les intérêts suprêmes de la bourgeoisie mondiale et de la bureaucratie soviétique sont solidaires pour éviter à tout prix le triomphe de la révolution prolétarienne, n'importe où.

La participation des socialistes dans un tel gouvernement répond entièrement à la politique traditionnelle de claudication des dirigeants sociaux-démocrates devant la politique bourgeoise.

Quant à la présence d'une aile de la C.N.T.-F.A.I. dans cette équipe gouvernementale chargée d'élever une digue contre l'action révolutionnaire des masses, elle constitue la preuve la plus grande que l'anarchisme, comme théorie directrice de la révolution, fait faillite au moment même où la crise révolutionnaire pose ses problèmes.

14) Certain que, quelque cours que prennent les événements, la fin de sa domination est proche, Franco s'efforce cependant de se soutenir en employant tour à tour une recrudescence de la répression et des promesses de « démocratisation » du régime. Les dernières modifications introduites dans la composition de son gouvernement, et donnant une prépondérance plus grande aux éléments catholiques-monarchistes au détriment de la Phalange, ainsi que ses promesses de grâces, d'élections, de rétablissements de certaines libertés individuelles, d'association, etc., sont autant d'autres preuves des difficultés où se trouve Franco pour continuer à gouverner.

15) Les directions des organisations ouvrières traditionnelles, avec leur politique de concessions et de subordination aux partis républicains, préparent le terrain pour la défaite du prolétariat espagnol.

Cette politique accentuée au sein des organisations la confusion générale, augmentant la crise idéologique qui y règne depuis longtemps. Les travailleurs cherchent instinctivement et ne trouvent pas. L'absence d'un parti révolutionnaire, avec tradition et lié à la grande masse, qui serait capable d'attirer le prolétariat à son programme, augmente encore la confusion.

La crise du mouvement libertaire, crise permanente et qui revêt aujourd'hui une expression nouvelle par la participation de représentants anarchistes ou confédérés au gouvernement Giral, marque peut-être le point le plus élevé de cette confusion générale du mouvement ouvrier espagnol. Tandis que les anarchistes, convaincus de la nécessité des luttes politiques, entrent en plein dans la collaboration gouvernementale avec les républicains bourgeois, les anarchistes purs, hostiles à tout gouvernement — même de la classe ouvrière — continuent à se situer



dans le marais du réformisme collaborationniste par leur présence dans la Junte espagnole de Libération et dans l'Alliance des Forces Démocratiques, dont les programmes respectifs se basent sur la restauration pure et simple de la république bourgeoise, excluant les conquêtes politiques et économiques que les travailleurs firent le 19 juillet.

Si profonde que soit la crise dans le mouvement ouvrier espagnol, le désir unanime des travailleurs de « renverser Franco n'importe comment », empêche la rupture ouverte des masses avec leurs directions traditionnelles. Cette rupture devra se produire à travers la lutte effective qui succèdera inévitablement au renversement du régime franquiste, et dans laquelle les aspirations des masses à trouver une solution à leurs intérêts de classes entreront en collision avec toute la politique vacillante et opportuniste de leurs dirigeants actuels.

La tâche immédiate des Communistes-Internationalistes espagnols consiste à se lier de plus en plus aux masses réalisant un travail persévérant au sein des syndicats et autres formations ou organismes de masses.

Ils doivent proposer à toutes les autres organisations politiques et syndicales ouvrières, la constitution de l'Alliance Ouvrière sur un programme d'action ayant pour base les mots d'ordre suivants:

1° Rupture des organisations ouvrières avec les partis bourgeois. Indépendance de classe.

2° Contre toute solution « à la Badoglio » et monarchiste. Contre tout gouvernement d'union nationale qui représente l'union avec l'ennemi de classe.

3° Pour la formation d'un gouvernement qui scelle l'alliance entre les travailleurs de l'industrie et de la campagne, et qui soit constitué exclusivement par les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière. Aucun ministre bourgeois!

4° Désarmement et dissolution de la garde civile et de la garde d'assaut. Transfert aux tribunaux populaires des éléments les plus caractérisés de la répression, pour leur mise en jugement.

5° Dissolution immédiate du corps des officiers franquistes et leur mise en jugement. Epuration de l'armée, non à la manière des « réformes militaires » de Azaña, mais effectuée par des tribunaux de soldats élus démocratiquement.

6° Constitution de Milices ouvrières dans les villes et à la campagne, pour la défense des organisations et intérêts de la classe travailleuse.

7° Expropriation, sans indemnisation, des biens de l'Église et des propriétaires fonciers. Dissolution des Congrégations religieuses et séparation de l'Église et de l'État.

8° Répartition des terres aux paysans qui éliront leurs propres Comités. Collectivités ou coopératives agraires constituées par la volonté des travailleurs de la terre.

9° Nationalisation du crédit, de la banque, de la grande industrie, des assurances et des concessions faites au capital étranger.

10° Constitution de Tribunaux populaires dans les quartiers et les villages pour le châtement des phalangistes, monarchistes et autres éléments réactionnaires. Privation absolue et immédiate de tout droit politique à de tels éléments.

11° Confiscation des grands moyens de presse et de diffusion qui seront mis à la portée de toutes les organisations ouvrières et paysannes.

12° Contrôle par les syndicats de l'embauche et du débauchage. Constitution de bourses du travail dirigées par les syndicats.

13° À travail égal, salaire égal. Echelle mobile des salaires pour faire face au coût de la vie; échelle mobile des heures de travail pour résorber le chômage.

14° Autonomie complète des nationalités à l'intérieur

d'une fédération librement consentie. Indépendance du Maroc.

15° Pour faire sortir l'économie du marasme auquel l'a conduite l'incapacité de la bourgeoisie, et apporter ainsi un remède à la situation misérable des grandes masses, l'Alliance Ouvrière confie aux organisations C.N.T. et U.G.T. l'élaboration d'un plan de production et la mise en marche des industries paralysées. Plan établi avec la participation et le contrôle des ouvriers et techniciens des entreprises en question, et qu'on fera appliquer par le gouvernement, des organisations ouvrières.

16° Tous les mots d'ordre antérieurs doivent être continuellement popularisés dans notre presse et autres publications.

17° Des secteurs petits-bourgeois de la ville et des champs souffrent également dans leurs aspirations et intérêts, sous le régime franquiste. Ces couches s'opposent de plus en plus à la dictature de Franco. La direction révolutionnaire de la classe ouvrière (le Parti) ne doit pas négliger ces mouvements sous prétexte que le prolétariat est le seul qui puisse apporter une solution révolutionnaire à la crise. Au contraire, elle doit donner aux mouvements de protestation de ces secteurs petit-bourgeois, une orientation qui les fasse converger avec les intérêts spécifiques des travailleurs, les soutenant face à la réaction bourgeoise, poussant au développement de la lutte, et dénonçant parallèlement l'incapacité et les vacillations que montreront certainement les directions petites-bourgeoises de tels mouvements.

18° Sous les conditions extrêmement dures régnant en Espagne, une série d'éléments d'origines diverses sont poussés à vivre en marge de la légalité, ce qui les induit — et les oblige en beaucoup de cas — à se regrouper, soit dans les agglomérations urbaines mêmes, soit à la campagne.

Une position de solidarité totale avec de tels éléments, et une active intervention auprès d'eux est un devoir inéluctable de l'avant-garde prolétarienne, afin de donner aux noyaux constitués une structure démocratique et apte à faire front à la persécution franquiste, ainsi que des objectifs permettant leur progrès politique.

Mais la plus grande clarté doit être faite sur la manœuvre de portée profondément réactionnaire de ceux qui cherchent à trouver dans la résurrection de guerrillas, ou autres formations similaires une sortie et des formes de lutte en marge de l'action du prolétariat.

19° L'existence dans l'émigration des Comités de liaison C.N.T.-U.G.T., comités qui en Espagne vivent de manière plus ou moins embryonnaire, constitue une expression organique du mouvement indépendant des travailleurs.

Les Communistes-Internationalistes doivent continuer à défendre la nécessité de donner à ces Comités une forme achevée dans deux directions: faire d'eux les meilleurs défenseurs de la constitution de l'Alliance Ouvrière, et les pousser vers l'unité syndicale.

LE COMITÉ CENTRAL DES COMMUNISTES-INTERNATIONALISTES appelle encore une fois les travailleurs à rompre avec la coalition de classe implicite dans la Junte Espagnole de Libération, dans l'Alliance des Forces Démocratiques et dans l'Union Nationale, ainsi qu'avec la participation de leurs organisations au gouvernement Giral ou tout autre analogue.

Il adresse en conséquence un pressant appel aux directions des Partis Socialiste et Communiste, au P.O.U.M., au Mouvement Libertaire, à la Confédération Nationale du Travail et à l'Union Générale des Travailleurs, pour qu'ils se décident à constituer avec nous sur le plan national, régional et local le Front de classe, sous le signe et les mots d'ordre de l'Alliance ouvrière.

Le Comité Central souligne le fait que la lutte contre Franco et son régime est inséparable de la lutte contre les bases économiques et les forces sociales sur lesquelles s'appuie Franco.

Il répète que l'initiative et la direction de la lutte pour le renversement de Franco, appartient entièrement à la classe ouvrière, puisque la force de cette dernière est le facteur prédominant et décisif dans le combat.

Enfin, il adresse un appel à toutes les organisations ouvrières d'Europe et du monde entier, pour qu'elles exigent de leurs gouvernements respectifs la rupture des relations

diplomatiques et commerciales avec Franco pour que les travailleurs refusent de donner leur force de travail à la fabrication et au transport des marchandises destinées à l'Espagne franquiste et pour que le prolétariat se mobilise afin de libérer les travailleurs détenus dans les prisons et camps de concentration franquistes.

## Amendements proposés par le camarade Munis

2 et 3 décembre 1945.

**Paragraphe 1, ligne 1 :** L'Espagne entre dans la période aiguë de la crise du régime franquiste, etc...

**Paragraphe 7, ajouter :** Cependant, Franco a pu continuer à se maintenir parce que dans sa première poussée, la révolution en Europe a été asphyxiée par stalinien et réformistes aidés des armées d'occupation américaines, anglaises et russes; en second lieu, le soutien de Franco est dû à l'appui qu'il a reçu des impérialistes vainqueurs, et au fait que le problème du peuple espagnol est considéré par les contre-révolutionnaires de Moscou comme une carte de plus avec laquelle manœuvrer dans leur jeu de bandits avec les deux autres Grands. La troisième cause, et non la moins importante, est la politique des grandes organisations ouvrières et des Juntas diverses, introduites, soit à Washington-Londres, soit à Moscou, et épouvantées à l'idée d'une reprise de l'œuvre révolutionnaire du 19 juillet; par conséquent impuissantes à mobiliser les masses en Espagne avec l'ampleur considérable que permettrait une politique indépendante de lutte de classes qui fonderait son antifranquisme sur son anticapitalisme. Malgré tout, la crise par laquelle il passe etc...

**Paragraphe 9, remplacer le paragraphe sur le Front de la Résistance, par celui-ci :** « Front de la Résistance », qui exprime concrètement les tentatives du stalinisme de substituer, ou au moins de mêler, dans la solution de la crise espagnole, l'influence de Moscou à l'influence politique et économique des impérialismes classiques, derrière lesquels se trouvent les autres formations politiques mentionnées plus haut.

**Paragraphe 9 avant la fin (à intercaler au point :** Quant au pouvoir antibolchevik de Moscou, s'il est vrai qu'il utilise le problème espagnol pour combattre ses rivaux dans le saccagement et l'oppression de l'Europe et de l'Asie, il ne le fait pas sans donner à ses mercenaires l'instruction de garantir l'ordre en s'alliant aux généraux, bourgeois et réactionnaires en général, potentiels amis de Moscou aux titres de gloire non moindres que les réactionnaires et généraux de Roumanie, Yougoslavie, Bulgarie, Pologne, etc... Ceci n'exclut pas qu'en présence de l'agitation révolutionnaire du prolétariat international, aussi bien les « gouvernements démocratiques » que Moscou emploie dans une manœuvre sérieuse etc...

**Paragraphe 9, dernière phrase :** Au lieu de « conditionnée elle-même », dire « conditionnées l'une et l'autre ».

**Paragraphe 10, remplacer le dernier paragraphe par :** La République d'Avril représenta pour les ouvriers et paysans une trahison complète de leurs aspirations d'émancipation. La conquête formelle de certaines libertés démocratiques se vit continuellement contredite par la répression gouvernementale. Castiblanco, Arnedo, Casas Viejas, Saragosse, déportations à Bata, prisons continuellement pleines de militants ouvriers, suspension de la presse révolutionnaire, censure permanente, meetings et manifestations interdits, loi dictatoriale de l'ordre public, le tout appliqué par la garde civile et la garde d'assaut; voilà en quoi se transformait pour les classes pauvres la démocratie bourgeoise établie par la Constitution. Pour la bourgeoisie, le clergé et les propriétaires fonciers, la République d'Avril fut un expédient auquel ils eurent recours afin de contour-

ner la crise sociale et la résoudre en leur faveur. Ils ne purent lui assurer la stabilité parce que la crise sociale portait en elle l'impérieuse nécessité de la révolution sociale vers laquelle les masses se dirigeaient instinctivement et à tâtons à chaque occasion propice. Ainsi, la République signifia pour la bourgeoisie les incendies de couvents, l'invasion de terres par les paysans, la sécularisation des cimetières, les grèves, comme la grève générale de Saragosse et celle des métallurgistes de Madrid, impétueuses et menaçantes pour le droit sacré de propriété; elle signifia le contrôle par les ouvriers des bourses de travail, l'insurrection des Asturies, et surtout cet énorme débordement révolutionnaire du 19 juillet 1936, horrible cauchemar pour la bourgeoisie espagnole et mondiale, sans oublier ses représentants dans le mouvement ouvrier lequel aurait liquidé pour toujours le capitalisme en Espagne si les leaders stalinien et réformistes ne l'en eussent empêché. En somme la République s'avéra pour la bourgeoisie un régime dans lequel, ni les dirigeants républicains, ni les socialistes ni les stalinistes mêmes, n'arrivaient à imposer l'autorité et l'ordre indispensable au capitalisme.

**Paragraphe 11, deuxième paragraphe, remplacer par :** Manquant de force propre, les chefs du républicanisme historique sans histoire manquent entièrement de représentation organique, de base républicaine proprement dite. Ni eux, ni la République bourgeoise n'ont d'autre appui et possibilité en Espagne que ceux que leur donnent les leaders des organisations ouvrières trompant le sentiment et les intérêts des masses. Les véritables républicains bourgeois en Espagne ne sont pas Martínez Barrio, Giral, Aguirre, Irujo, Albornoz, etc., mais Prieto, Trifon, Gomez, Belarmino Tomas, Pasionaria, Mije, en un mot les principaux leaders des organisations réformistes et stalinien, et plusieurs de l'organisation Génétiste, comme Garcia Olive et Monseny, convertis depuis la guerre civile en nouveaux aspirants-ministres. Si en 1931, la masse ouvrière et paysanne voyait dans la République quelque chose de positif en soi la confondant avec ses idéaux et intérêts les plus profonds, aujourd'hui, après l'expérience de toute la période républicaine, et spécialement de la guerre civile, tout ce qu'ouvriers et paysans peuvent voir en elle est une étape brève sur le chemin qui mène à la consommation de la révolution prolétarienne. Ils supportent le bavardage républicain des dirigeants ouvriers parce qu'ils croient qu'il est en partie au moins un expédient ou une manœuvre destinée à se défaire plus vite de Franco. Ainsi, tandis que, lorsqu'ils parlent de République et de démocratie (bourgeoise), les leaders stalinien et réformistes savent qu'au cas où ils reviennent au pouvoir, il y aura encore moins de démocratie que dans la période républicaine antérieure, encore plus de Casas Viejas, de Bata, la masse pauvre tend à croire que ces mots sont destinés à tromper les gouvernements de Londres et Washington, à obtenir l'appui diabolique de Moscou. Elle supporte cette orientation en tant que manœuvre ou bien elle s'y résigne parce qu'aucune organisation importante ne lui offre la possibilité de lutte révolutionnaire. C'est pourquoi, à moins que prolétaires et paysans soient physiquement épuisés, à la première occasion, qui pourrait bien être la chute de Franco, ils déborderont les leaders stalinien et réformistes. Ils se lanceront en avant avec plus de violence et de conscience que dans le passé, ils n'admettront pas les limites mes-

quines que les leaders voudraient imposer à la lutte contre la réaction et le fascisme. La république bourgeoise non plus ne sera pas respectée, si démocratique soit-elle, car les masses tenront à recommencer le désarmement et l'expropriation économique et politique de la bourgeoisie, se rappelant le 13 juillet et aussi cet essai manqué d'annihilation des traîtres au mouvement ouvrier que fut le soulèvement ouvrier du 3 mai en Catalogne. Non, les masses espagnoles ne pourront se résigner à la république bourgeoise comme régime durable, sinon pour deux causes : parce que, fatiguées et déçues, elles viendraient à manquer d'énergie ou parce qu'elles auraient été écrasées au moyen de la garde civile et de l'armée par un gouvernement républicain quel qu'il soit. Consciente de cela, la bourgeoisie espagnole en déduit que la monarchie lui offre, dès le début, plus de garanties contre les écarts de conduite des masses, que la république des leaders staliniens et socialistes, même si y figurent en première ligne et en majorité les républicains avoués. En outre, la bourgeoisie tient compte de ce que les leaders ouvriers et républicains se prêteront certainement à appuyer une monarchie constitutionnelle, en qualité d'opposition de Sa Majesté.

**Paragraphe 12, deuxième phrase :** Mais dans la mesure où les leaders officiels des organisations ouvrières imposent au prolétariat des formes républicaines de lutte contre Franco, augmentent ses chances de durer et d'ouvrir la voie à la restauration monarchique.

**Paragraphe 12, deuxième paragraphe, remplacer par :** Les disciples idéologiques de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier ont créé la Junta espagnole de Libération et l'Alliance des forces démocratiques; ceux qui, tout en servant la bourgeoisie, doivent tenir en compte les intérêts particuliers de la contre-révolution régnant en Russie et dont ils sont des salariés, constitueront de leur côté la Junta espagnole d'Union Nationale. A des degrés différents, qu'ils arrivent jusqu'à Martinez Barrios ou jusqu'aux monarchistes ou aux fascistes à la recherche d'un nouvel arrangement, ces trois organismes représentent une politique d'unité nationale qui a pour commun dénominateur la trahison de la lutte de classe et des intérêts particuliers du prolétariat et de la population pauvre en général. En chacun d'eux, l'antifranquisme est subordonné aux intérêts de l'ordre bourgeois, ce n'est qu'un antifranquisme partiel et inopérant à l'échelle historique, qui défend aux masses de se dresser contre Franco et la Phalange au nom de la révolution prolétarienne. Si l'un quelconque de ces organismes ou les trois combinés atteignaient leur objectif: renverser Franco sans porter atteinte à l'ordre capitaliste, nous aurions un système semblable à celui de Gil Robles-Lerroux en 1933-1936, mais avec un caractère policier redoublé. Cependant, selon toute probabilité, ni la bourgeoisie espagnole, ni la bourgeoisie anglo-américaine, ni même Moscou, ne se serviront des leaders ouvriers officiels et des quatre républicains bourgeois; sinon à la dernière extrémité, au moment où ils représenteraient un recours indispensable pour stopper l'assaut révolutionnaire des masses.

**Paragraphe 13, début à remplacer par :** Le Gouvernement Giral remplit une mission de Quisling « démocratique », en même temps qu'il personnifie une république impuissante contre la réaction mais avec un passé d'échecs et de trahisons pendant la guerre civile. Qu'il en ait conscience ou non, il révèle son caractère par son incapacité à organiser en Espagne la lutte pour les revendications politiques, économiques et sociales qui intéressent la majorité de la population, les masses pauvres, et cela l'oblige chaque jour davantage à se montrer une marionnette misérable, disposée à laisser tirer ses ficelles par Washington-Londres ou par Moscou.

Ce gouvernement représente la première offre des leaders ouvriers à la bourgeoisie espagnole et mondiale, de même qu'à la contre-révolution russe, de les sauvegarder des périls révolutionnaires inhérents à la chute de Franco et de la Phalange. Il est vrai que la majorité du gouvernement est composée de républicains bourgeois, mais ce n'est qu'une comédie représentée par les leaders socialistes et

par les leaders collaborationnistes de l'anarchisme cénestiste, en Espagne — et dans l'émigration aussi —, il n'existe pas de gouvernement républicain qui puisse rester debout sans le consentement de ces deux organisations. Majorité ou minorité, les ministres républicains ne sont que des fantômes au moyen desquels on veut tranquilliser l'âme de la bourgeoisie, en peine d'une succession pacifique et bien doucement ordonnée à son sanglant dictateur.

Dans ce gouvernement, l'absence ou la présence du stalinisme est uniquement déterminée par les intérêts de Moscou, rival de Washington et de Londres dans la mise à sac économique et l'oppression politique de l'Europe et du monde. Le stalinisme, embarqué aujourd'hui dans une politique d'unité nationale et de patriotisme nauséabond, beaucoup plus droitière que celle pourtant déjà bien funeste du front populaire jouerait au sein de quelque gouvernement que ce soit le rôle de premier bourreau des révolutionnaires. N'oublions pas qu'il fut, pendant la guerre civile, le plus perfide ennemi des conquêtes révolutionnaires, et l'assassin des anarchistes Berneri et Martinez, du Poumiste Nin, des trotskystes Moulin et Wolf, pour n'en citer que quelques-uns. Et puisque la Russie est encore considérée par beaucoup de travailleurs comme la terre de la révolution sociale, la collaboration du stalinisme à ce gouvernement ou à tout autre pourrait être particulièrement utile à la manœuvre réactionnaire de succession capitaliste de Franco.

Supprimer le paragraphe qui commence par: « Devant une radicalisation possible des masses, il n'est pas exclu, etc... » et le paragraphe suivant).

**Même paragraphe 13 :** La participation des socialistes à un tel gouvernement, continuant la politique traditionnelle de claudication des dirigeants social-démocrates devant la politique bourgeoise, constitue le point culminant de cette trahison, puisque aujourd'hui, ce ne sont pas les leaders républicains qui mettent en mouvement les leaders ouvriers, mais les leaders ouvriers qui mettent en mouvement les leaders républicains, afin de s'accommoder derrière eux. Prieto monta les tréteaux de la Junta de Libération et Prieto donna le signal de la constitution du gouvernement final, quoiqu'il ait ensuite déclaré qu'il le considère comme prématuré. Et si les leaders socialistes et anarchistes décidaient de s'en retirer, ce gouvernement se convertirait en incapable de servir à quoi que ce soit, même si les staliniens le renforçaient et si Moscou le reconnaissait.

**Même paragraphe 13, ajouter à la suite de la dernière ligne :** Les militants et ouvriers révolutionnaires de la C.N.T. ont le devoir d'empêcher que cette centrale syndicale se convertisse en une roue de plus au char de l'état capitaliste. Placée sur le terrain de la lutte de classe, la C.N.T. est un espoir pour l'avenir de la révolution; sur celui de la collaboration, elle deviendra un piège plus pour les masses. La direction juste est ni collaboration traître, ni apolitisme de suicide, mais au contraire, pour une politique révolutionnaire et indépendante. Il faut continuer la politique de 1936, celle des expropriations, des comités ouvriers, des patrouilles, et poursuivre cette politique jusqu'à son complément nécessaire: le gouvernement de la Révolution après destruction de l'état actuel.

**Paragraphe 15, ligne 1, remplacer par :** Les directions des organisations ouvrières traditionnelles, qui déjà en sont venues à s'ériger directement et presque exclusivement en représentants de la politique républicano-bourgeoise, etc...

**Même paragraphe 15, ajouter à la suite du deuxième paragraphe :** Il devient d'autant plus urgent de présenter au prolétariat espagnol un parti révolutionnaire, si petit soit-il, dans lequel il puisse placer ses espérances sans danger de le voir désertir au moment d'atteindre la ligne de feu. Il ne faut pas que se répète le cas de 1936, où l'on vit, au moment de faire la révolution, une des plus grandes exploitations connues dans l'histoire, toutes les organisations ouvrières, jusqu'à la C.N.T., la F.A.I. et le P.O.U.M., se ranger derrière l'état bourgeois.

**Même paragraphe 15, remplacer le paragraphe 4 par :** La tâche la plus urgente des Communistes Internationalistes espagnols est de créer, dans les principaux centres du prolétariat industriel et agricole d'Espagne, de solides noyaux de lutteurs qui sachent profiter de la chute de Franco et de la Phalange pour porter au maximum possible les conquêtes spécifiquement ouvrières et pour se convertir en organisateurs de syndicats, de comités ouvriers, ou de toute autre forme d'organisation ouvrière qui puisse surgir spontanément. S'ils se montrent capables d'accomplir cette tâche minima dans l'illégalité, la chute de Franco sera suivie d'un grand développement du parti révolutionnaire, ce qui empêchera les leaders officiels de piétiner une fois encore la Révolution.

Devant la nécessité première et urgente de renverser Franco, et à cause de l'attitude républicano-bourgeoise du socialisme et des leaders anarchistes partisans de la collaboration, à cause aussi de l'attitude républicano-droitière du stalinisme, les Communistes Internationalistes doivent présenter un programme de front de lutte antifranquiste capable de s'étendre de l'extrême-gauche trotskyste à la droite républicaine, sans que le prolétariat soit pris au piège de la collaboration. Ceci sur le principe suivant : le prolétariat révolutionnaire n'exige pas, pour lutter contre Franco avec les républicains, avoués ou non qu'ils adoptent le programme de la révolution socialiste; les républicains, avoués ou non, n'ont pas le droit, dans la même lutte, d'exiger du prolétariat qu'il adopte le programme de la république bourgeoise. Ce n'est pas le but final qui nous unit, mais l'objectif immédiat : renverser Franco. Que chacun ait donc l'honnêteté et le courage de laisser les masses décider librement du chemin à parcourir ensuite. Les points sur lesquels toutes les tendances pourraient s'entendre contre Franco seraient les suivants :

- 1° A bas Franco, la Phalange et les syndicats phalangistes;
- 2° Amnistie totale et sans restriction pour tous les antifascistes détenus en Espagne ou émigrés;
- 3° Remise en place immédiate de tous les congédiés par représailles;
- 4° Liberté complète de réunion, d'agitation, de presse, de radio, etc... pour toutes les organisations antifascistes;
- 5° Expropriation des principaux responsables du soulèvement fasciste des 17 et 18 juillet 1936, et mise en jugement des mêmes. Idem pour les leaders phalangistes;
- 6° Pour des élections municipales dans le but de détruire complètement l'organisation franquiste de l'état, et afin que les masses acquièrent la plus complète liberté de s'orienter dans le sens qu'elles désirent;
- 7° Les élections municipales devront être convoquées par un gouvernement constitué par les principales organisations existant en Espagne au moment de la chute de Franco;
- 8° Expropriation de tous les biens de l'église, séparation de l'église et de l'état. Dissolution et expropriation des ordres religieux;
- 9° Complète liberté critique pour chacune des organisations par rapport aux autres, ainsi que pour agiter son propre programme.

(Naturellement, je ne prétends pas épuiser les points sur lesquels il peut y avoir accord sans que nous trahissions la lutte de classes, et sans que les autres acceptent un programme révolutionnaire contraire à leurs convictions et intérêts. L'important est de conserver le principe de front antifranquiste sans abandon de la lutte de classes.)

Ainsi les communistes internationalistes soumettront tous les soi-disant antifascistes à l'épreuve suprême, c'est-à-dire : antifascisme conditionné au fait que les masses se soumettent au programme bourgeois, ou antifascisme inconditionnel, tel le nôtre, celui du prolétariat.

Mais si le problème est résolu avec la chute de Franco pour un républicain, qu'il s'appelle bourgeois, stalinien, socialiste ou anarchiste, il ne fait alors que commencer à se poser véritablement pour le prolétariat et pour les com-

munistes internationalistes. Il faut compléter la chute de Franco par la destruction du capitalisme, par le triomphe de la révolution prolétarienne.

Dans ce but, à côté de leur programme d'antifranquisme inconditionnel, les communistes internationalistes doivent faire de l'agitation pour leur propre compte, et proposer aux éléments les plus à gauche du mouvement ouvrier un programme de revendications spécifiques au prolétariat qui peut aller d'une seule (celle que tout autre groupe ou organisation se montre disposé à accepter) jusqu'au programme complet de la révolution sociale, c'est-à-dire le nôtre. Voici quelques-uns des points principaux sur lesquels nous considérons qu'il est possible et nécessaire d'établir un front de classe, et d'où doit partir la lutte en vue de ce dernier :

1° Pour une politique indépendante (ou action, si les anarchistes répugnent au mot politique) classique, du prolétariat et des paysans pauvres;

2° Pour la constitution de comités d'ouvriers et de paysans pauvres, ou Alliances ouvrières, démocratiquement élus sur le lieu de travail dès la première occasion, et dans le but d'unifier et diriger la lutte du prolétariat et de tous les opprimés, autour des revendications suivantes, continuant ainsi la glorieuse œuvre révolutionnaire du 19 juillet 1936 :

- a) Pour l'échelle mobile des heures de travail et l'échelle mobile des salaires;
- b) Pour l'armement des ouvriers et paysans pauvres, organisés en milices;
- c) Pour l'expropriation de la grande propriété foncière et la distribution de la terre aux paysans pauvres et ouvriers agricoles, afin qu'ils la travaillent individuellement ou en collectivités, selon ce qu'ils en décideront;
- d) Pour l'expropriation de toute la grande propriété industrielle, agraire et bancaire (saisie du capital financier national ou impérialiste);
- e) Désarmement et dissolution de l'armée, de la garde civile, de la garde d'assaut, et en général de toutes les institutions armées actuelles;
- f) Pour la constitution de tribunaux populaires, démocratiquement élus, qui jugent les responsables du soulèvement militaire, les leaders phalangistes, Franco, et ses soutiens, et en particulier les responsables des crimes, assassinats et tortures de la répression franquiste. Un grand tribunal de caractère national devra établir les responsabilités dans la perte de la guerre civile, et juger les ministres du front populaire qui se seront avérés militairement ou politiquement coupables, soit d'avoir facilité par leur passivité l'insurrection fasciste, soit d'avoir combattu la révolution après le 19 juillet 1936;
- g) Pour la confiscation, par les comités d'entreprise, de tous les moyens de presse et de publicité, qui seront utilisés par les organisations des masses exploitées;
- h) Pour une planification de la production qui développe l'industrie du pays en vue de la consommation et de l'élévation du niveau culturel des masses. La planification devra être établie et mise en pratique par les organisations de producteurs, les organisations syndicales unifiées, si elles luttent décidément pour la révolution, ou d'autres organismes que les nécessités feront surgir. La planification de l'industrie par et pour les masses espagnoles, devra entrer dans une planification générale de l'économie européenne et mondiale, à mesure que le prolétariat triomphe révolutionnairement du capitalisme. Hors de la planification (production en vue de la consommation, pour la distinguer plus précisément du capitalisme dirigé auquel donne naissance la nationalisation de l'économie par l'Etat actuel) il ne peut y avoir pour les ouvriers que des travaux forcés pour un salaire misérable, du capitalisme concentré, et de l'économie dirigée dans des buts de guerre principalement.

Encore une fois, le principal n'est pas la totalité des points, ni même celui-ci ou cet autre, sinon le principe de front unique de classe. Parvenir à ce front unique, même si ce n'est qu'avec des fractions d'organisation, comme la gauche anarchiste et la gauche socialiste, constituera en soi un fait si important et décisif pour l'évolution ultérieure des événements, qu'on peut lui sacrifier, si cela s'avère nécessaire, autant de points qu'on nous le demandera, pourvu que le principe reste clairement établi, et naturellement aussi, quelques points qui, même plus faibles que les nôtres, représenteraient des facteurs véritablement spécifiques de lutte classique. Dans ce cas, nous nous réservons le droit de lutter pour les nôtres. Et si quelque chose était mis sur pied dans ce sens, il faudrait essayer d'inclure un point contre la calomnie et la terreur staliennes dans le mouvement ouvrier, constitution d'organismes spéciaux, par exemple un tribunal composé de représentants des fabriques, et assurant la publicité suffisante aux deux parties, les obligeant peut-être à publier dans leur presse les arguments et documents de la partie adverse.)

**Paragraphe 17, quatrième phrase, remplacer par :** Au contraire, elle doit donner au mécontentement et aux protestations des dits secteurs petits-bourgeois, un sens social qui les dirige contre le capitalisme et les unisse au mouvement spécifique du prolétariat. En appuyant toutes les revendications de la petite bourgeoisie qui affaiblissent la grande, le prolétariat doit cependant convaincre la première que, dans la révolution sociale seulement, elle trouvera une solution positive et décisive à ses problèmes. Seul, un prolétariat marchant de l'avant dans sa lutte révolutionnaire, sans concession à la politique petite-bourgeoise, pourra lui communiquer cette conviction. D'autre part, l'expérience a souvent démontré que les partis de composition petite-bourgeoise sont de vils instruments aux mains de la grande.

**Paragraphe 19, remplacer tout le paragraphe par cet autre :** Les comités de liaison existant en Espagne de manière plus ou moins rudimentaire, pourraient constituer une expression organique du mouvement indépendant des travailleurs, à condition de rompre sans équivoque avec les diverses juntes et avec ledit gouvernement Giral, de n'adhérer ni consentir tacitement à aucun pacte qui, sous couvert d'antifranquisme, formule une politique de collaboration de classes, et à condition aussi d'inscrire dans leur programme des revendications spécifiquement classiques. Sur des bases de lutte de classe, les Comités de liaison et l'unité syndicale atteindraient une énorme capacité révolutionnaire; sur des bases de collaboration de classes, ou simplement en laissant la chose en suspens, ils ne pourraient signifier que la domination totale de la funeste politique des dirigeants réformistes. Il ne peut exister d'indépendance de classe sans la pratique complète de la lutte de classes, quelque ouvrier que soit un organisme. C'est seulement en se séparant sans équivoque du collaborationnisme que les Comités de liaison C.N.T.-U.G.T. pourront donner une base organique au mouvement indépendant du prolétariat, précipiter la formation et le développement des Alliances ouvrières, et en général, favoriser la révolution.

Les Communistes Internationalistes doivent garder à l'égard de ces Comités une attitude de critique énergique et constructive dans la mesure où ils inclinent au collabo-

rationnisme ou le tolèrent, d'appui total et inconditionnel dans la mesure où ils entreprennent ou proposent tout ce qui est action de classe. L'objectif des Communistes Internationalistes est que les Comités de liaison et la future unité syndicale soient de caractère nettement révolutionnaire. Y parvenir, c'est assurer la victoire aux trois quarts.

**Le dernier paragraphe qui commence :** « Il (le C.C.) adressé un appel » etc... est complètement utopique, plus complètement inopérant, et contribue à créer des illusions nouvelles ainsi qu'à en faire reverdir de mourantes. Je propose de le remplacer par cet autre :

Se rappelant que la perte de la révolution et la défaite dans la guerre civile, si chèrement payées par les masses, eurent pour cause principale l'absence d'un parti ouvrier fermement révolutionnaire et idéologiquement capable, le comité central des Communistes Internationalistes adresse un appel spécial aux ouvriers avancés, leur signalant la nécessité urgente de construire ce parti et les invitant à travailler immédiatement avec lui à la réalisation de cette tâche.

Il s'adresse également aux éléments anticollaborationnistes et en général aux ouvriers de la Confédération Nationale du Travail, du Mouvement libertaire, de l'Union Générale des travailleurs, du Parti et de la Jeunesse socialiste, du Poum, les invitant à entreprendre la lutte contre la collaboration de classes, à l'intérieur de leurs tendances respectives, et à s'unir à nous pour constituer un front unique de classe et créer les Alliances Ouvrières à l'échelle nationale, régionale, locale. Deux anticollaborationnistes appartenant à des organisations distinctes ont plus en commun qu'un collaborationniste et un anticollaborationniste de la même organisation. Notre tâche est d'unir tous les anticollaborationnistes.

Aux ouvriers du parti encore appelé communiste, notre Comité Central dit que leur parti est le plus anticommuniste et le plus antidémocratique de toutes les organisations aujourd'hui illégales en Espagne. Ses dirigeants n'ont absolument rien à voir avec le prolétariat et ses intérêts historiques ou immédiats. Ce sont des agents mercenaires de la contre-révolution russe qui les trahissent chaque jour. Leur seul objectif sérieux en Espagne est de favoriser les intérêts du krenlin, comme le font les staliniens italiens, français, grecs, etc... sans parler des pays occupés par l'armée russe, où celle-ci et la G.P.U. s'acharnent en premier lieu contre toutes les oppositions ouvrières, tandis qu'elles donnent le bras à des rois, des généraux et des décorés d'Hitler. Le stalinisme est devenu aujourd'hui l'obstacle principal au développement de la lutte de classes. Tout ouvrier fidèle à sa classe a le devoir immédiat de rompre avec lui. Le prolétariat espagnol, qui fut la première grande victime de la contre-révolution stalinienne en Europe (sans Staline et son front populaire, Franco eût été impossible), doit mettre à profit son expérience, et être aussi le premier à annihiler le stalinisme.

**Dernière phrase de la Révolution:** La rupture des relations diplomatiques ne peut être demandée par le prolétariat auprès de gouvernements bourgeois, comme on ne peut non plus leur demander qu'ils boycottent économiquement Franco. Toute la lutte internationale contre Franco doit avoir un caractère de classe. Je propose de supprimer cette revendication.



VIENT DE PARAITRE

# **L'assassinat** **de** **Léon Trotsky**

**AU SOMMAIRE :**

- 1) A la mémoire de L. Trotsky.
- 2) Staline veut ma mort, **par L. Trotsky.**
- 3) L'attentat du 24 Mai, **par J. Hansen.**
- 4) Comment c'est arrivé, **par Natalie Trotsky.**
- 5) Avec Trotsky, jusqu'au dernier moment, **par J. Hansen.**
- 6) Lev Davidovitch, **par Karl Meyer.**

---

**Publié par le Secrétariat International**

Prix : 30 frs

**L i s e z**

# " QUATRIÈME INTERNATIONALE "

Organe du Comité Exécutif International de la IV<sup>e</sup> Internationale

Abonnements pour 6 numéros

**FRANCE** 100 Francs

**SUISSE** 10 Francs suisses

**BELGIQUE** 60 Francs belges

Adressez votre correspondance à

**M<sup>me</sup> DEMAZIÈRE, 9 bis, Rue d'Alésia,**

**— P A R I S - X I V ° —**

Comp. Ch. Postal: Mlle De Gans 5.301.04 Paris